

AFRIMAG

Directeur de publication : Anthioumane D. Tandia



TRIBUNE

**Transport aérien :
Stop à l'écologie
punitif**

Jean-Louis Baroux,
Président du World Connect by APG

INVITE DU MOIS

**«Le développement industriel
au Burundi passera par le
Partenariat public-privé»**

Christian Nibasumba, Représentant
de Trade Mark Africa au Burundi



Le Président burundais,
Evariste Ndayishimiye.

VISION 2040 ET 2060

LE MAROC PRÊT À ACCOMPAGNER LE BURUNDI VERS SON ÉMERGENCE

DOSSIER

L'AFRIQUE AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX DES MINÉRAUX CRITIQUES



SAVE THE DATE



Sommet Africités 10

**DU 1^{ER} AU 5
DÉCEMBRE 2025
LE CAIRE, ÉGYPTE**

**Un rendez-vous incontournable à cocher
dans vos agendas !**

AFRICITÉS AU CAIRE



UCLG AFRICA
United Cities and Local Governments of Africa
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique
CGLU AFRIQUE

Pour plus d'informations:

Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique

22, rue Essaadyine, Hassan - 10020, Rabat, Royaume du Maroc

info@africities.org - info@uclga.org - secretariat@uclga.org

Tel: +212 5 37 26 00 62/63 - Fax: +212 5 37 26 00 60

#AfriqueLocale

www.africities.org

www.uclga.org

#Africités

Sommaire



16-21



28-31



34



14-15



38-39

/P.6/ CONFIDENTIELS

- Afrique du Sud : South African Airways en négociations avec des banques pour financer son redressement
- Afrique : Seulement 30% des 1,6 million km de routes non urbaines sont bitumées
- Nigeria : Holcim cède Lafarge Africa au chinois Huaxin pour 1 milliard de dollars
- Le Nigeria attire plus d'1 milliard de dollars de capitaux des BRICS, en hausse de 189%
- Cameroun : Le français EJM Negri décroche le contrat pour remplacer les défenses d'accostage du Port de Douala
- La RDC réfléchit à transmuter sa dette en investissements stratégiques
- Le négociant agricole Robust international veut renforcer ses achats en Afrique
- La Côte d'Ivoire identifie des produits agricoles clés pour tirer parti de la ZLECAF
- Côte d'Ivoire : l'israélien Sodim obtient 14,2 millions de dollars grâce à l'or d'Efema
- Le Kenya annule des contrats avec le groupe de l'un des hommes les plus riches d'Asie
- Sénégal : La startup Solarbox Africa lève 1 million de dollars
- La Zambie cherche 248 millions USD pour moderniser son réseau ferroviaire

/P.12/ ECHOECO

- Burkina Faso obtient 167 millions de dollars sur le marché financier régional

- MIGA soutient des projets verts avec une garantie de 506 millions de dollars pour la BOAD
- Le Nigeria fait face à un déficit de financement de 160 milliards de dollars pour ses PME
- Retour du Nigeria sur les marchés internationaux des eurobonds après deux ans
- UBA s'implante en France comme hub pour l'UE
- Le Togo obtient une garantie de 200 millions d'euros pour des financements durables
- Le Maroc prépare un marché secondaire pour les créances bancaires en souffrance
- Le Burkina Faso inaugure une usine de transformation de tomates pour stimuler l'économie locale

/P.14/ GRAND ENTRETIEN

- Ahmadou Bakayoko, Directeur général de la Compagnie Ivoirienne d'Électricité : «Notre ambition est d'atteindre 45% d'énergies renouvelables à l'horizon 2030»

/P.16/ DOSSIER

- L'Afrique au cœur des enjeux mondiaux des minéraux critiques

/P.22/ Economie & Entreprises

- Côte d'Ivoire : Atlantic Business

International récompense l'engagement et l'excellence de ses collaborateurs

- Transition climatique : La BOAD obtient une garantie de 535 millions de dollars
- Mauritanie/Mines : Le PSE 2024-2026, pour remettre la SNIM sur les rails
- Africa Investment Forum : Via diverses sources d'investissement, comment urbaniser l'Afrique d'ici à 2050 ? (Panelistes)

/P.28/ FOCUS

- Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 : Le Maroc prêt à accompagner le Burundi vers son émergence

/P.34/ INVITE DU MOIS

- Christian Nibasumba, Représentant de Trade Mark Africa au Burundi : «Le développement industriel au Burundi passera par le Partenariat public-privé»

/P.38/ ANALYSE

- Sécurité au Sahel : Quand une coalition cherche à remplacer une autre

/P.40/ TRIBUNE

- Transport aérien : Stop à l'écologie punitive

DIRECTEUR DE PUBLICATION

ANTHOUMANE D.TANDIA
a.tandia@afrimag.net
anthou2@gmail.com
GSM : + 212 660 24 19 13

RÉDACTEUR EN CHEF

Mar Bassine Ndiaye
m.bassinendiyaye@afrimag.net

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Mouhammadou Diop
m.diop@afrimag.net

COMITÉ DE RÉDACTION

Mar Bassine Ndiaye
m.bassinendiyaye@afrimag.net
Mouhammadou Diop
m.diop@afrimag.net
Mohamed Zekaria
m.zakaria@afrimag.net
Mohamed Ould Salem
m.ouldsalem@afrimag.net
Osman Ibrahim
o.ibrahim@afrimag.net
Sneiba Mohamed
m.sneiba@afrimag.net
Adil Hmaily
adil.hmaily@gmail.com
François Dry
f.dry@afrimag.net
GSM : + 212 6 60 40 48 88

CORRESPONDANTS

Mohamed Sneiba (Nouakchott)
m.sneiba@afrimag.net
GSM : +2222114152
Amira Quesfati (Tunis)
a.jenzli@afrimag.net
GSM : +21625371442
Drissa Traoré (Ouagadougou)
GSM : +22670326583
kokooun@yahoo.fr
Miché Dore (Abidjan)
Tél. : 00 225 79 88 67 66
Aloys Onana (Douala)
Tél. : +237679615552
alloys_onana@yahoo.fr
Mamadou Aïou Diallo (Conakry)
Tél. : +224 82 36 85 80
dialloaio1351@gmail.com
Benjamin Berahino, Afrique de l'Est -
Bujumbura /Burundi
GSM : 00 257 79 80 01 01
James Ramarosoaona
Correspondant à Madagascar, Maurice et Seychelles
GSM : +261 32 45 810 84
E-Mail : ramarosoaona@gmail.com

RÉVISION

Oumar Kane

SERVICE ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ

abonnement@afrimag.net

RESPONSABLE COMMERCIAL

Mali
Boubacar Diadié SANGHO
Responsable commercial
Bamako - République du Mali
Tél. : +223 66 59 03 92
+223 76 23 36 06
Email : diadie.sangho@gmail.com

MAURITANIE

Abdellah ouid Bilal
Abdallahi Ould Ethmane
Tél. : +222 677 83 85
+222 0617 43 18

SÉNÉGAL

Aissatou Camara
Mobile : 00221778515302
Email : c.aissatou@afrimag.net

CÔTE D'IVOIRE

ALLIANCE MEDIA
Immeuble Alta, 3^{ème} étage
(PLATEAU)
Tél. : +22507501919
+22508765676

CAMEROUN

Malick Diagne
Tél. : 00 237 677 497 494

Guinée

Houray Bah (Conakry)
Tél. : +224 664 80 80 80
E-mail : bahouray@yahoo.fr

Guinée

Thierno Amadou Diallo
Responsable Commercial
Tél. : (+224) 620 622 961
E-mail : tadiallo@afrimag.net

SERVICE COMPTABILITÉ

ET FINANCES
Nostor Ndiaye
Tél. : 0222 647 70 58

CONCEPTION ET MAQUETTE

Tandia Editions
Tél. : 05 22 36 75 53
Fax : 05 22 36 75 41

DIRECTEUR TECHNIQUE

Mohammed Ali

REPRÉSENTATION EN MAURITANIE

Avenue Kamédy
Immeuble Nejiah N° A06
Nouakchott
contact@afrimag.net
Tél. : (+222) 5244996
Fax : (+222) 5290143

Ce numéro est tiré à 4 000 exemplaires
Site web : <http://afrimag.net>

INNOVATION ET SAVOIR : D'UN INDICE À L'AUTRE

La fin d'année coïncide, généralement, avec la publication d'indices dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne font pas la part belle à l'Afrique. Sauf s'il s'agit de juger les «performances» de certains pays du continent par rapport à d'autres.

Ainsi, quand sort l'Indice mondial 2024 du savoir ou, en anglais, le Global Knowledge Index (GKI), personne ne s'illusionne voir un pays africain figurer dans le peloton mais on cherche, tout naturellement, à connaître, dans une sorte de compétition à part, de deuxième ou troisième division, la liste des «10 pays africains les mieux classés» ! Et quand celle-ci est livrée, il y a souvent très peu de surprise : 1. Seychelles, 2. Maurice, 3. Cap Vert, 4. Botswana, 5. Tunisie, 6. Afrique du Sud, 7. Égypte, 8. Namibie, 9. Maroc, 10. Nigeria. Le 10^{ème} africain est 103^{ème} d'un classement qui a pris en compte, cette année, 141 pays !

Et pour continuer l'exercice avec cet outil de référence mondial pour évaluer les réalisations notables des nations dans le domaine du savoir, des connaissances, avec un large accès à l'éducation, on peut aussi s'amuser à dresser la liste des 10 pays du continent les pires classés dans le monde pour se rendre compte, là encore sans surprise, qu'elles sont occupées uniquement par des pays africains : Guinée (132^e), Mozambique (133^e), Mali (134^e), Mauritanie (135^e), Ethiopie (136^e), Burkina Faso (137^e), Angola (138^e), RDC (139^e), Niger (140^e) et Tchad (141^e).

Au niveau mondial, l'indice moyen de la connaissance s'établit à 47,8. L'analyse détaillée des performances individuelles des pays montre que le classement est toujours dominé, au niveau mondial, par les pays nordiques. Au sommet de cet indice, on trouve la Suède avec un score de 68,28/100, devançant la Finlande (67,99), la Suisse (67,91), le Danemark (66,84) et les Pays-Bas (66,84).

Le GKI est un outil de référence mondial, initié en 2017 et publié chaque année, qui permet d'évaluer les réalisa-

tions notables des nations dans le domaine du savoir, de l'éducation, de la technologie, de la recherche et du développement.

En plus d'un indice relatif à l'environnement favorable et qui fournit une perspective sur les aspects socioéconomiques, de gouvernance, de santé et environnementaux qui façonnent et soutiennent les piliers de connaissances essentiels, le «*Global Knowledge Index*» tourne autour de six sous-indices de connaissances essentiels, à savoir : l'éducation pré-universitaire, l'enseignement technique et professionnel et la formation, l'enseignement supérieur, la recherche, le développement et l'innovation, l'information et les communications, la technologie et l'économie.

S'agissant du classement de l'Indice mondial de l'innovation (IMI) 2024, c'est la Suisse qui, pour la 14^e année consécutive, est l'économie la plus innovante, suivie de la Suède (2), des États-Unis d'Amérique (3), de Singapour (4), du Royaume-Uni (5), de la Corée du sud (6), de la Finlande (7), des Pays-Bas (8), de l'Allemagne (9) et du Danemark (10).

Pour l'Afrique, on s'est amusé à chercher pour certains pays en espérant avoir une heureuse surprise mais voilà ce que le tirage des cartes a donné dans un classement qui prend en compte 133 pays : Algérie (115^e), Angola (133^e), le Bénin (119^e), le Burkina Faso (129^e), le Cap-Vert (90^e), la Mauritanie (126^e), le Maroc (66^e), le Sénégal (92^e). La Tunisie (81).

Le Maroc occupe le premier rang mondial pour les dessins et modèles industriels et se classe parmi les 30 premiers pour les dépenses en matière d'éducation, le taux d'actifs incorporels, la formation brute de capital, l'industrie manufacturière de haute technologie et les marques. On peut dire, avec de telles performances que c'est réconfortant certes qu'un pays réalise de telles prouesses, mais cela suffit-il à sauver l'honneur de l'Afrique ? ▶

ASSURANCE MALADIE

ASSURANCE MALADIE
COMPLÉMENTAIRE INDIVIDUELLE

ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE
A L'AMO CNSS

Une cotisation à partir de
100 dhs / mois
et un plafond annuel de
120.000 dhs / personne



Plus d'informations :

 3113

www.mamda-mcma.ma



التعاضدية المركزية
mcma

South African Airways en négociations avec des banques pour financer son redressement

South African Airways (SAA) est en pourparlers avec plusieurs institutions bancaires pour obtenir des financements afin de soutenir sa stratégie de croissance. Selon John Lamola, Directeur général par intérim, ces propositions de financement interviennent après le redressement significatif des finances de la compagnie, qui a annoncé un bénéfice net de 252 millions de rands (environ 14 millions de dollars) pour l'exercice 2022-2023, son premier résultat positif depuis 2012. Le chiffre d'affaires a également bondi de 183%, passant de 2 à 5,7 milliards de rands. Ces négociations devraient aboutir d'ici mars 2025 et servir à accélérer le plan de redressement de la compagnie, qui prévoit d'ajouter neuf nouvelles



destinations aux 14 déjà desservies, notamment davantage de liaisons en Afrique à partir de son hub de Johannesburg.

En outre, SAA projette de porter son parc aérien à 43 avions d'ici cinq ans. Autrefois parmi les trois plus grandes compagnies aériennes d'Afrique, la SAA a frôlé la liquidation en raison de lourdes dettes et de problèmes de gestion. Elle a pu éviter la faillite grâce à un soutien de l'État en 2021 et cherche actuellement un investisseur privé pour racheter 51% de ses actions.



EN HAUSSE

EL MALICK NDIAYE

Il a été élu lundi 2 décembre Président de l'Assemblée nationale du Sénégal pour la durée de la présente législature. Le vote s'est déroulé lors de la session inaugurale de la nouvelle législature. Secrétaire national à la Communication de Pastef Les patriotes, El Malick Ndiaye (41 ans) était depuis avril 2024 ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et aériens dans le gouvernement dirigé par Ousmane Sonko. Seul candidat en lice, il est passé avec 134 voix pour, 22 contre et 7 abstentions sur les 163 votants. La lettre actant sa démission du gouvernement a été présentée par Ayib Daffé, Président du groupe parlementaire du camp présidentiel avant le début du vote.

Le chiffre

259

milliards de FCFA. Selon les prévisions gouvernementales contenues dans le projet de loi de finances 2025 de l'État du Cameroun, l'enveloppe dédiée à l'investissement public se chiffre à 1863,1 milliards de FCFA. Elle est en hausse de 259 milliards de FCFA en valeur absolue, soit 16,1% en valeur relative, par rapport aux 1604,1 milliards de FCFA de l'année 2024.



Alex Sea, Directeur de l'Africa Fintech Forum (AFF)



«Le phénomène des «brouteurs» en Côte d'Ivoire, des «Yahoo Boys» au Nigéria - pour ne citer que ceux-là - ont beaucoup joué en défaveur du secteur des transferts de fonds à partir et vers l'Afrique. Aujourd'hui encore, des opérateurs comme Paypal ou Alibaba, ont blacklisté des pays africains, si bien qu'il est difficile d'utiliser ces services pour envoyer de l'argent en Afrique. Cependant, le blacklistage repose parfois sur certains incidents qui ne reflètent pas la réalité permanente».

Afrique Seulement 30% des 1,6 million km de routes non urbaines sont bitumées

L'Afrique dispose d'un réseau routier non urbain de 1,6 million de kilomètres, mais seulement 30% de ce linéaire est bitumé, selon un rapport de la Banque mondiale. Cette situation met en évidence le contraste entre les routes bitumées des zones urbaines et celles des régions intérieures et transfrontalières, ce qui limite l'efficacité du commerce et de la connectivité à l'échelle continentale.

Les défis logistiques sont tels qu'il faut souvent plus de trois jours pour parcourir 1000 kilomètres sur une route non urbaine, freinant ainsi le dynamisme des échanges commerciaux. Les régions les plus touchées par ces difficultés sont l'Afrique centrale, la Corne de l'Afrique et le Sahel. Le rapport souligne que l'efficacité du réseau routier africain est bien inférieure à celle d'autres continents, comme l'Amérique, où l'efficacité du réseau atteint 0,84. Les zones du continent où le bitume est le plus présent sont l'Afrique du Sud et l'Algérie, qui détiennent à elles seules 40% des 680 000 km de routes bitumées en Afrique, une situation bien moins développée que dans d'autres pays comme l'Inde, malgré une population comparable.



Nigeria Holcim cède Lafarge Africa au chinois Huaxin pour 1 milliard de dollars



Le groupe suisse Holcim, leader mondial des matériaux de construction, a annoncé la vente de sa participation de 83,8 % dans Lafarge Africa au géant chinois HuaxinCement pour un montant de 1 milliard de dollars. Cette transaction, qui devrait être finalisée d'ici 2025 sous réserve des autorisations réglementaires, fait partie de la stratégie de Holcim de rationaliser ses activités et de se concentrer sur des marchés jugés plus stratégiques. Holcim se recentre ainsi sur l'Amérique du Nord, où il prévoit d'introduire en Bourse sa division dédiée aux matériaux de construction aux États-Unis d'ici le premier semestre 2025, profitant du plan d'infrastructures de 1200 milliards de dollars lancé par l'administration Biden. Lafarge Africa, deuxième producteur de ciment au Nigeria derrière Dangote Cement, a connu une croissance malgré un environnement économique difficile. En 2023, le groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 405,5 milliards de nairas (240,5 millions de dollars), en hausse de 8,7 % par rapport à 2022, et un bénéfice net de 60,1 milliards de nairas, en hausse de 52,9 %. En 2024, cette dynamique a continué avec un chiffre d'affaires de 479,5 milliards de nairas au cours des neuf premiers mois. Toutefois, le marché nigérian reste affecté par les fluctuations du naira et des pertes de change importantes. Pour HuaxinCement, l'acquisition de Lafarge Africa s'inscrit dans sa stratégie d'expansion en Afrique. Le groupe chinois a déjà acquis plusieurs cimenteries en Afrique, dont Lafarge Zambia, Lafarge Cement Malawi, et la Natal Portland Cement Company en Afrique du Sud. Le Nigeria, avec ses plus de 200 millions d'habitants, est le plus gros consommateur de ciment d'Afrique et un marché clé pour HuaxinCement, dont les perspectives de croissance sont renforcées par la demande croissante en infrastructures sur le continent.

Cameroun Le français EJM Negri décroche le contrat pour remplacer les défenses d'accostage du Port de Douala

L'Entreprise Jean Negri et Fils (EJM Negri), société française, a été choisie par le Port autonome de Douala (PAD) pour remplacer les défenses d'accostage cylindriques des quais 1 à 13 du port de Douala. Ce choix fait suite à un appel d'offres international lancé le 24 septembre 2024. Les défenses d'accostage, essentielles pour protéger les coques des navires en cas de choc contre les quais, seront renouvelées sur une période de 12 mois avec un budget de 2,3 milliards de FCFA, financé par le PAD à partir de son budget 2024 et celui de l'année suivante. EJM Negri a déjà fait ses preuves au Port de Douala, ayant notamment construit en 2023 un nouveau quai polyvalent pour un montant de 10,2 milliards de FCFA. Ces travaux garantiront aux navires une sécurité accrue lors de leurs accostages, prévenant les risques de dommages aux coques. L'entreprise, spécialisée dans l'aménagement des quais et des infrastructures portuaires, revendique une solide expérience dans le domaine. Cette initiative fait partie de la modernisation du PAD, visant à améliorer la sécurité et l'efficacité des opérations portuaires à Douala, la capitale économique du pays.

Le chiffre

17.000

logements sociaux.

Le ministre ivoirien de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Nabagné Koné, a signé deux protocoles d'accord avec les groupes émiratis, Royal Gulf Contracting LLC et le Consortium ZDS Development et NDG Abu Dhabi pour la construction de 17.000 logements sociaux.



Roberto Vigotti, Secrétaire général de RES4Africa

«A cause du changement climatique, de nombreuses nations dans le monde adoptent de nouvelles technologies, la digitalisation, les batteries et les solutions intelligentes. Si l'Afrique n'embrasse pas ces nouvelles technologies, ses jeunes seront laissés pour compte. Ce n'est pas une question de choix ou d'environnement uniquement. C'est une question de survie économique et d'avenir pour la jeunesse africaine».



EN HAUSSE

NGOZI OKONJO-IWEALA

La Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a officiellement remporté un second mandat. Les 166 pays membres lui ont confié un nouveau mandat de quatre ans à l'issue d'un vote sans opposition. Alors que Donald Trump fait son retour à la tête des États-Unis, l'avenir de l'organisation commerciale basée à Genève est assombri par les promesses du futur Président américain, notamment celle qui imposerait des droits de douane unilatéraux sur les produits étrangers entrant dans le pays. L'économiste nigériane de 70 ans a déclaré qu'elle était impatiente de travailler avec

Donald Trump et son équipe commerciale tout en adoptant une position attentiste quant aux projets de ce dernier. Ngozi Okonjo-Iweala a pris ses fonctions de Directrice générale en mars 2021, le second mandat débutera le 1^{er} septembre 2025.

Le Nigeria attire plus d'1 milliard de dollars de capitaux des BRICS, en hausse de 189%

En juin 2024, le Nigeria a attiré 1,27 milliard de dollars de capitaux étrangers en provenance des pays des BRICS, marquant une hausse spectaculaire de 189,48 % par rapport aux 438,72 millions de dollars de 2023, ont indiqué les autorités nigérianes lors du forum China-Africa Inter-Bank à Abuja. Cette performance est saluée par Dr. Aliyu Modibbo, Conseiller spécial du Président Bola Ahmed Tinubu pour les affaires générales, qui souligne la confiance croissante entre le Nigeria et les BRICS, un groupe regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, et récemment élargi avec l'Iran, l'Égypte et l'Éthiopie. Bien que non membre, le Nigeria reste un partenaire actif des BRICS, cherchant à renforcer ses relations économiques.



Dr. Aliyu Modibbo, Conseiller spécial du président Tinubu pour les affaires générales.

La Chine reste le principal partenaire commercial du Nigeria, avec des échanges atteignant 738 milliards de nairas (9,5 milliards de dollars) au premier semestre 2024. En 2023, les échanges entre les deux pays ont frôlé les 23 milliards de dollars. Le Président Bola Ahmed Tinubu a signé plusieurs protocoles d'accords lors de sa visite en Chine en septembre 2024, visant à soutenir l'initiative "Belt and Road" et à améliorer les infrastructures et les systèmes financiers du pays. Ces accords témoignent de l'engagement du pays le plus peuplé d'Afrique à renforcer ses partenariats stratégiques pour soutenir sa croissance économique et son développement. Les flux d'IDE vers le Nigeria sont en nette hausse depuis que le Président Tinubu a assoupli les contrôles de change et pris d'autres mesures favorables aux investissements. Même s'il n'est pas encore membre des BRICS, le pays a clairement indiqué son intérêt pour ce regroupement, tout en maintenant de fortes relations commerciales avec ses pays membres.

Le chiffre

2 milliards de dollars.

Le flux net des investissements directs étrangers (IDE) au Maroc a connu une hausse de 61,6% au cours des dix premiers mois de 2024. Selon le bulletin mensuel sur les indicateurs des échanges extérieurs de l'Office des changes, il se chiffrait à 19,49 milliards de dirhams (environ 2 milliards de dollars US) à fin octobre 2024 contre 12,06 milliards de dirhams sur la même période en 2023.



EN HAUSSE

RALPH MUPITA

Le groupe MTN a annoncé la prolongation de son mandat jusqu'au 31 août 2030. Cette décision, approuvée par le conseil d'administration, allonge de cinq ans le contrat de Ralph Mupita, PDG du groupe MTN, initialement prévu pour se terminer en septembre 2025. «La prolongation du mandat de Ralph assurera une continuité importante pendant une période d'incertitude mondiale et régionale. Cela permettra à MTN de naviguer efficacement à travers des dynamiques géopolitiques complexes, ainsi que la volatilité des marchés et des défis macroéconomiques qui affectent l'entreprise», a déclaré Mcebisi Jonas, Président du conseil d'administration du groupe. Ayant d'abord occupé le poste de Directeur financier du groupe MTN dès avril 2017, Ralph Mupita a succédé à Rob Shutter au poste de PDG en 2020. La prolongation reflète la reconnaissance de ses pairs pour son implication dans le développement des services de la société.

Présenté comme l'un des principaux artisans de l'amélioration des performances financières de l'opérateur sud-africain, Ralph Mupita devra une fois de plus l'aider à traverser une période d'incertitude marquée par des difficultés de certaines de ses filiales.

La RDC réfléchit à transmuter sa dette en investissements stratégiques



Doudou Fwamba Likunde, ministre des Finances.

La République Démocratique du Congo (RDC) envisage d'utiliser des mécanismes d'échange de dette contre des actions en faveur du climat, notamment par le biais du "debt swap" ou échange de dette-nature. Doudou Fwamba Likunde, ministre des Finances, a souligné que cette stratégie permettrait de convertir une partie de la dette du pays en investissements pour des projets climatiques, tout en contribuant à l'amélioration de la situation économique et environnementale. Parmi les projets envisagés, le développement de la chaîne de valeur des batteries et véhicules électriques serait un axe stratégique. Ce secteur permettrait non seulement de réduire l'empreinte carbone en favorisant la mobilité électrique, mais aussi de créer des emplois de qualité et de renforcer la résilience climatique.

Le mécanisme de "debt swap" implique l'annulation partielle de la dette souveraine contre la mise en œuvre de projets environnementaux. Cependant, le pays doit encore surmonter plusieurs obstacles pour réussir cette opération, notamment l'identification et la préparation des projets répondant aux critères des créanciers.

Bien que ce mécanisme présente des avantages potentiels, des préoccupations subsistent concernant son impact sur la solvabilité du pays et ses relations avec les créanciers internationaux. En effet, une renégociation de dette pourrait nuire à la notation de la RDC, augmentant ainsi les coûts d'emprunt futurs. Malgré ces risques, la RDC poursuit ses efforts pour mobiliser des fonds pour sa transition climatique et s'engage dans des discussions avec des partenaires financiers comme le FMI pour obtenir des ressources dédiées à ces enjeux.



ADEBOWALE OYEDEJI

FBN Holdings a annoncé sa nomination au poste de Directeur général du groupe. Passé par la Harvard Business School, Adebowale Oyedeji est titulaire d'une licence en économie agricole de l'université d'Ibadan et d'une maîtrise en économie financière de l'université de Londres. Au cours d'une carrière de plus de 30 ans dans la banque, il a notamment dirigé la Guaranty Trust Bank UK entre 2008 et 2011. À son dernier poste de Directeur général, il a supervisé cette année la transformation de Nova Bank du statut de banque d'affaires à celui de banque commerciale. Pour rappel, FBN Holdings est l'un des plus grands groupes financiers du Nigeria et d'Afrique, avec des filiales dans différents secteurs, allant du marché des capitaux au courtage d'assurance. Sa filiale dans la banque est la First Bank of Nigeria Limited.

Sunday Dare, Conseiller spécial du Président Bola Ahmed Tinubu pour les médias et la communication publique.



«La privatisation totale des raffineries de Port Harcourt, Warri et Kaduna est en cours. Le raffinage et la production de produits pétroliers atteindront un pic régulier avec la raffinerie Dangote et les raffineries modulaires en activité».

Le négociant agricole Robust international veut renforcer ses achats en Afrique

Robust International, négociant singapourien spécialisé dans les matières premières agricoles, a sécurisé un financement de 90 millions de dollars auprès de plusieurs institutions financières internationales, dont la Banque néerlandaise de développement entrepreneurial (FMO) et British International Investment (BII). Ce financement servira à renforcer ses opérations en Afrique, notamment en achetant du sésame et des noix de cajou directement auprès de producteurs locaux, afin de soutenir ses nouvelles usines de transformation au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mozambique. L'investissement devrait générer plus de 1100 emplois directs et aider environ 600000 petits exploitants agricoles à améliorer leurs revenus grâce à des prix compétitifs. Cette initiative fait partie de la stratégie de Robust International pour renforcer ses activités de négoce et de transformation en Afrique, un continent clé pour la production de nombreuses matières premières agricoles. Le groupe avait précédemment reçu un financement de 20 millions de dollars pour son projet de transformation de noix de cajou au Nigeria. L'Afrique est un marché stratégique pour les négociants, avec une forte production d'anacarde et de sésame, deux matières premières très recherchées à l'international. Robust International continue d'étendre sa présence dans le secteur agroalimentaire, contribuant ainsi au développement économique local et à l'amélioration des conditions de vie des producteurs africains.



Le chiffre

330 millions d'euros.

Lors d'une visite d'Etat du Président nigérian, Bola Tinubu, à Paris, le Président français, Emmanuel Macron, a annoncé l'octroi de plus de 330 millions d'euros destinés à soutenir divers projets dans les secteurs clés du Nigeria, via l'Agence française de développement (AFD) pour 2025.

La Côte d'Ivoire identifie des produits agricoles clés pour tirer parti de la ZLECAF

La Côte d'Ivoire a identifié huit produits agricoles stratégiques pour se positionner comme un acteur majeur du commerce intra-africain. Cette initiative a été dévoilée par Fatoumata Fofana Boundy, Secrétaire exécutive du Comité national de la ZLECAF (Zone de libre-échange continentale africaine). Parmi ces produits figurent le manioc, le karité, le cacao et les fruits séchés. Ce choix a été fait à la suite d'une étude approfondie réalisée avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). La Côte d'Ivoire cherche à exploiter les opportunités offertes par la ZLECAF, opérationnelle depuis 2021, afin de stimuler ses exportations agricoles au sein du marché commun de plus de 1,4 milliard de consommateurs. Entre 2020 et 2022, le pays s'est classé 7e parmi les exportateurs agricoles intra-africains, avec des exportations générant près de 484 millions de dollars. Grâce à une stratégie d'intégration accrue dans la ZLECAF, la Côte d'Ivoire bénéficie d'un potentiel considérable pour améliorer sa compétitivité. En renforçant ses exportations de produits agricoles, le pays pourrait augmenter sa part de marché intra-africain, consolidant ainsi sa place parmi les principaux acteurs du commerce agricole du continent. Cette dynamique est renforcée par l'adhésion de 48 pays africains à la ZLECAF, favorisant l'émergence d'un marché commun de plus en plus intégré.



Fatoumata Fofana Boundy.

Côte d'Ivoire l'Israélien Sodim obtient 14,2 millions de dollars grâce à l'or d' Afema

Turaco Gold, société minière australienne, a annoncé le 27 novembre l'acquisition de 29 % supplémentaires des droits sur l'or d' Afema en Côte d'Ivoire, portant sa participation à 80 %. Cet accord de 14,2 millions de dollars a permis à Sodim, la société israélienne propriétaire du projet, de vendre une part importante de ses intérêts dans ce projet aurifère de 2,5 millions d'onces.

L'histoire de l'or d' Afema remonte à 2017, lorsque Sodim a signé un accord avec Teranga Gold pour transférer 70 % des droits en échange de travaux d'exploration. Toutefois, cet accord a été interrompu après le rachat de Teranga par Endeavour Mining, qui n'a pas mené de forage sur le site. En novembre 2023, Turaco Gold a repris les droits d'exploitation, et l'accord avec Sodim permet désormais à Turaco de diriger le développement du projet jusqu'à la décision de construire une mine. À ce stade, Sodim aura la possibilité de financer sa part de 20 % ou de se retirer en convertissant sa participation en une redevance de 1,5 % sur les revenus nets de fonderie de la future mine. Cette transaction marque une étape importante dans le développement de l'or d' Afema, un projet stratégique pour le secteur minier ivoirien.



EN HAUSSE

OUATTARA LAKOUN

Il a été désigné Directeur général par intérim de l'Autorité de régulation des Télécommunications de Côte d'Ivoire (ARTCI) le 21 novembre 2024. Un jour auparavant, lors du Conseil des ministres tenu le mercredi 20 novembre 2024, le gouvernement a annoncé la fin des fonctions de Namahoua Bamba Touré en tant que Directrice générale de l'ARTCI.

Âgé de 56 ans, Ouattara Lakoun, ancien Directeur général de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), est reconnu pour son leadership stratégique et son expertise dans le développement du secteur privé, des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat. Né le 4 novembre 1968, Ouattara Lakoun possède une vaste expérience acquise auprès d'organisations patronales, gouvernementales et de petites et moyennes entreprises (PME). Il a piloté des initiatives innovantes et relevé des défis économiques complexes, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Le chiffre



305

francs CFA. Au Sénégal, le prix d'achat du kilogramme d'arachide auprès des producteurs est fixé à 305 francs CFA pour le compte de la campagne de commercialisation de 2024/2025. C'est ce qu'a révélé le Premier ministre Ousmane Sonko le mardi 26 novembre. Ce nouveau tarif fixé par le gouvernement affiche une hausse de 8,9 %, soit 25 francs CFA de plus par rapport à celui qui était en vigueur au cours de la campagne précédente et signe une troisième année de hausse consécutive depuis la campagne 2022/2023.

Kevin Urama, vice-Président et économiste en chef de la Banque africaine de développement (BAD).



«Les nations africaines paient jusqu'à cinq fois plus d'intérêts lorsqu'elles empruntent sur les marchés internationaux, par rapport aux institutions multilatérales comme la BAD ou la Banque mondiale».

Le Kenya annule des contrats avec le groupe de l'un des hommes les plus riches d'Asie

Le Président du Kenya a annoncé l'annulation de plusieurs contrats d'agrandissement d'aéroports et de projets énergétiques d'une valeur de plusieurs millions de dollars, signés avec le magnat indien Gautam Adani, suite à des inculpations pour corruption et fraude aux États-Unis visant l'un des hommes les plus riches d'Asie. Lors de son discours sur l'état de la nation, le Président William Ruto a précisé que cette décision était fondée sur «de nouvelles informations fournies par nos agences d'enquête et nos pays partenaires», sans toutefois mentionner les États-Unis spécifiquement.

Le groupe Adani était en train de finaliser un accord pour moderniser l'aéroport international de Nairobi, en ajoutant une nouvelle piste et un terminal, en échange de la gestion de l'infrastructure aéroportuaire pendant 30 ans. Cet accord, largement critiqué, avait provoqué des manifestations anti-Adani au Kenya, ainsi qu'une grève des employés de l'aéroport qui estimaient que le projet risquait d'aggraver leurs conditions de travail et de provoquer des suppressions d'emplois. En plus de l'aéroport, le groupe Adani avait obtenu un contrat pour la construction de lignes de transmission d'électricité au Kenya, un hub économique clé de la région de l'Afrique de l'Est. Le ministre de l'Énergie, Opiyo Wandayi, a rassuré le Parlement en précisant qu'aucun acte de corruption n'avait eu lieu de la part du Kenya lors de la signature de ces accords. Les procureurs américains ont inculpé Gautam Adani pour avoir trompé les investisseurs dans un projet de grande envergure d'énergie solaire en Inde, en dissimulant son financement par un système de corruption présumée. Il fait face à des accusations de fraude boursière et de complot en vue de commettre une fraude boursière et électronique.



Sénégal La startup Solarbox Africa lève 1 million de dollars

Solarbox Africa, une start-up sénégalaise spécialisée dans l'e-mobilité, a annoncé avoir levé 1 million de dollars US pour financer son expansion. Ce tour de table a été mené par Digital Energy Facility, une initiative soutenue par l'Agence Française de Développement, Launch Africa, JLL Foundation et Teranga Capital. Ce financement permettra à Solarbox de répondre à une demande croissante de solutions de mobilité durable au Sénégal et dans les pays voisins. L'entreprise, incubée par Wuri Ventures, conçoit, assemble et déploie des véhicules électriques à deux et trois roues pour les entreprises, tout en proposant des solutions de recharge solaire, de financement et de gestion de flotte. En janvier 2024, l'ex-Président Macky Sall a inauguré un réseau de bus électriques à Dakar, symbole de l'engagement du pays pour une mobilité durable et la réduction des émissions de CO₂, un secteur responsable de 16% des émissions totales du Sénégal. Le ministre des Infrastructures a également confirmé le soutien de l'État pour développer un cadre réglementaire favorable à l'adoption de véhicules électriques.

Anubhav Agarwal, PDG du groupe indien d'huiles alimentaires comestible, BN Group

«Nous investirons environ 1 milliard de dollars durant les cinq prochaines années pour renforcer notre présence en Afrique. Les opérations devraient commencer au quatrième trimestre de l'exercice 2026-2027 pour servir des marchés émergents en Afrique. Outre la transformation de l'huile de palme, nous envisageons de fournir d'autres produits connexes comme le savon».



La Zambie cherche 248 millions de dollars US pour moderniser son réseau ferroviaire



Zambia Railways Ltd (ZRL) a obtenu l'autorisation du gouvernement pour lever 248 millions de dollars US afin de financer son plan stratégique de modernisation du réseau ferroviaire entre 2024 et 2028.

Ce financement servira à réhabiliter les voies ferrées, notamment la section Bwana Mukubwa-Kapiri Mposhi, à réparer des locomotives et des voitures de passagers, ainsi qu'à rénover 460 wagons. La ZRL prévoit également l'achat de 10 locomotives et 375 wagons. Ce projet combine des prêts locaux et internationaux ainsi que des subventions publiques pour résoudre les problèmes de capacité financière qui limitent actuellement l'exploitation du réseau. La Zambie, acteur clé des projets ferroviaires d'envergure en Afrique, notamment la modernisation des corridors de Lobito et TAZARA, vise à améliorer sa mobilité nationale et à renforcer la chaîne logistique, particulièrement importante pour un pays producteur de minéraux critiques, mais sans accès direct à la mer.



EN HAUSSE

HENRIETTA UGBOH

La Banque mondiale africaine, United Bank for Africa (UBA) Plc., a annoncé sa nomination au poste d'administratrice non exécutive indépendante. Cette nomination a été approuvée par les organismes de réglementation compétents, notamment la Banque centrale du Nigeria. «Henrietta Ugboh apporte un historique de réussite professionnelle, d'intégrité et de leadership, qui renforcera davantage le conseil d'administration du groupe UBA, soulignant une fois de plus l'engagement du groupe en faveur d'une gouvernance d'entreprise solide», a commenté le Président du groupe UBA, Tony Elumelu.

Henrietta Ugboh est titulaire d'un diplôme en économie et en statistiques de l'Université du Bénin, d'un MBA de l'ESUT Business School et est une ancienne élève du programme de gestion exécutive de la Harvard Business School. Elle a plus de 30 ans d'expérience dans le secteur bancaire chez Citibank et est membre honoraire senior du Chartered Institute of Bankers of Nigeria et membre de l'Institute of Credit Administration (FICA).

Burkina Faso obtient 167 millions de dollars sur le marché financier régional

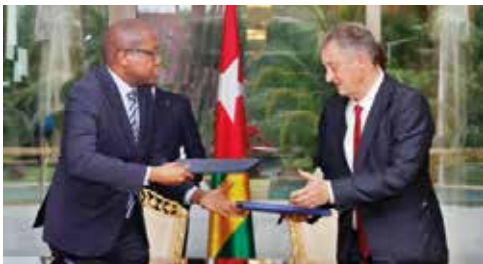
Fin novembre, le Burkina Faso a levé 103,92 milliards FCFA (167 millions de dollars) sur le marché financier régional, dépassant l'objectif initial de 100 milliards FCFA. Cette levée fait suite à une précédente émission de 130 milliards



Aboubacar Nacanabo, ministre des Finances du Burkina Faso.

FCFA en mai 2024. Les fonds permettront de financer des projets d'infrastructures et de développement face à la baisse des financements extérieurs et à une situation sécuritaire complexe. L'opération inclut deux tranches d'emprunt, avec des taux d'intérêt respectivement de 6,50% et 6,80%. Malgré cette réussite, le Burkina Faso demeure confronté à une pression économique, notamment en matière de gestion de la dette publique et de développement social.

Le Togo obtient une garantie de 200 millions d'euros pour des financements durables



Le Togo a reçu une garantie partielle de crédit de 200 millions d'euros de la Banque africaine de développement (BAD) pour financer des projets verts et sociaux. Cette garantie permettra de lever des fonds à des conditions compétitives pour des initiatives telles que l'agriculture durable, l'énergie décarbonée et l'inclusion numérique. Ce financement durable soutient la transformation structurelle du pays et devrait renforcer sa résilience socio-économique, contribuant à la création d'emplois et à la diversification économique.

Mauritanie Numérisation complète des tous les services inhérents à la question foncière



Ahmed Ould Bousseif, Ministre des Domaines, du Patrimoine de l'Etat et de la Réforme Foncière.

En Mauritanie, le ministère des Domaines, du Patrimoine de l'Etat et de la Réforme foncière a annoncé que tous les services fonciers sont désormais disponibles à travers un guichet unique, depuis le transfert de la gestion des plans de lotissements urbains au ministère.

Le ministère, créé lors de la formation du gouvernement post-élections présidentielles du 22 juin 2024, par l'élévation de la direction des domaines en département ministériel, alors que le secteur de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire continue toujours d'exister, a déclaré que le transfert des pouvoirs de gestion des plans s'inscrivait dans le cadre de l'amélioration de la gestion des biens immobiliers et de la fourniture de services plus efficaces et plus fluides pour une meilleure économie du temps et d'efforts pour les citoyens.

Des copies des plans de lotissements urbains peuvent être téléchargées via la plateforme numérique «Legoud» et sont disponibles dans les bureaux domaniaux des moughataa (départements).

Le ministère des Domaines, du Patrimoine de l'Etat et de la Réforme foncière avait annoncé l'achèvement du transfert des pouvoirs de gestion des plans de lotissement en milieu urbain en provenance du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire.

Le Nigeria fait face à un déficit de financement de 160 milliards de dollars pour ses PME

Le Nigeria connaît un déficit estimé à 160 milliards de dollars pour financer ses très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), un secteur clé générant 40% de la richesse nationale et 90% des emplois. Cependant, l'accès au crédit reste limité, avec moins de 1% du financement bancaire alloué aux TPME. Le gouvernement, en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD), met en place un mécanisme de financement de 300 millions de dollars pour pallier ce manque, notamment via des prêts et fonds propres de partenaires internationaux. La situation souligne la difficulté de créer une croissance inclusive dans un pays à forte population jeune.



UBA s'implante en France comme hub pour l'UE

United Bank for Africa (UBA) a officialisé son expansion en France le 28 novembre 2024, en signant un accord avec les autorités françaises pour y lancer ses activités bancaires complètes. Paris deviendra un hub pour ses opérations dans l'Union européenne, renforçant ainsi l'intégration des solutions financières africaines dans les marchés mondiaux. Cette expansion s'inscrit dans une stratégie globale visant à connecter davantage l'Afrique aux marchés internationaux, avec Paris rejoignant Londres, New York et Dubaï dans le réseau mondial de UBA.



Tony Elumelu, Président de United Bank for Africa.

Le Maroc prépare un marché secondaire pour les créances bancaires en souffrance



Le Maroc travaille sur un projet de loi visant à libérer 9,7 milliards de dollars de créances en souffrance dans les bilans bancaires. Cette initiative vise à créer un marché secondaire pour la titrisation de ces créances, permettant aux banques commerciales de se débarrasser de leurs créances non remboursées et de libérer des fonds pour de futurs crédits. Ce projet, soutenu par la Banque mondiale, cherche à réduire le risque systémique tout en renforçant la capacité des banques marocaines à affronter de nouveaux chocs économiques.

Retour du Nigeria sur les marchés internationaux des eurobonds après deux ans

Le Nigeria a relancé le 2 décembre 2024 une émission d'eurobonds pour la première fois depuis mars 2022. Le gouvernement prévoit de lever 1,7 milliard de dollars pour combler un déficit budgétaire croissant. Ce retour sur le marché international inclut des obligations à 6,5 ans et 10 ans, avec des rendements prévus autour de 10%.

Cette émission intervient dans un contexte difficile marqué par des finances publiques fragiles et une faible collecte fiscale, mais elle reflète une reprise des émissions souveraines en Afrique, bien que le pays soit confronté à une faible diversification économique.



Le Burkina Faso inaugure une usine de transformation de tomates pour stimuler l'économie locale

Le 30 novembre 2024, le Burkina Faso a inauguré une usine de transformation de tomates à Bobo-Dioulasso, la Société burkinabè de tomates (SOBTO), avec un investissement de 7,5 milliards FCFA. Cette usine a une capacité de transformation de 6 tonnes de tomates par heure et devrait produire 800 kg de concentré par heure, contribuant ainsi à la réduction des importations et à la création de valeur ajoutée pour les producteurs locaux. L'usine prévoit un chiffre d'affaires annuel de 8 milliards FCFA et une meilleure valorisation de la filière tomate nationale.

Financement La Banque mondiale lève 100 milliards de dollars pour l'Afrique

La Banque mondiale annonce dans un communiqué vendredi 6 décembre une reconstitution record de 100 milliards de dollars, soit 62.412 milliards francs CFA, des ressources de l'Association internationale de Développement, son guichet dédié aux pays les plus pauvres. Cette annonce intervient au terme d'un processus de levée des fonds ayant permis de récolter 23,7 milliards de dollars. En outre, 17 donateurs ont augmenté leur contribution de plus de 25% en monnaie nationale et 10, leurs engagements de 40% au moins. Cette vingt-unième reconstitution de l'IDA a enregistré la participation de 59 pays donateurs qui ont pris des engagements financiers. Ce financement qui aura un impact mondial, soutiendra au total 78 pays, dont la majorité sur le continent africain, soit 43 pays, captant les 2/3 de ce financement, permettant des investissements dans les domaines de la santé, de l'éducation, des infrastructures et de la résilience climatique, tout en stabilisant les économies, en créant des emplois et en jetant les bases d'une prospérité à long terme. Cette reconstitution record des ressources de l'IDA souligne l'engagement du groupe de la Banque mondiale à «proposer des solutions qui créent des opportunités et améliorent la vie de millions de personnes à travers le monde.»

Par A.J.S



La Banque mondiale (ici, son Président Ajay Banga) s'appuie sur sa notation financière «AAA» pour emprunter sur les marchés.

AHMADOU BAKAYOKO

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPAGNIE IVOIRIENNE D'ÉLECTRICITÉ

**“NOTRE AMBITION EST D'ATTEINDRE
45% D'ÉNERGIES RENOUVELABLES
À L'HORIZON 2030”**

EN DÉPIT DES NOMBREUX GISEMENTS DE PÉTROLE QUI LUI ASSURERONT SANS DOUTE UNE SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE CONFORTABLE DANS LES ANNÉES À VENIR, LA CÔTE D'IVOIRE AFFICHE DES AMBITIONS NOBLES EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES. ENTRETIEN AVEC AHMADOU BAKAYOKO, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPAGNIE IVOIRIENNE D'ÉLECTRICITÉ (CIE), À L'OCCASION DU SALON INTERNATIONAL DES RESSOURCES EXTRACTIVES ET ÉNERGÉTIQUES (SIREXE).

AFRIMAG : Quelles sont les attentes de la CIE quant à sa participation au SIREXE 2024 notamment en matière d'innovation ?

Ahmadou Bakayoko : Notre présence lors de ce

SIREXE vise d'une part à montrer aux Ivoiriens et aux partenaires extérieurs les acquis et les réalisations de la Compagnie Ivoirienne d'Électricité, et d'autre part, de rencontrer d'autres experts afin

de partager nos différentes expériences dans des métiers spécifiques et de conclure des partenariats. Nous insistons également sur la mise en valeur du savoir-faire et des talents ivoiriens.



AFRIMAG : Quelle est la part actuelle des énergies renouvelables dans l'offre de services de la CIE ?

Ahmadou Bakayoko : Aujourd'hui, nous sommes à 70% d'énergies fossiles et 30% d'énergies renouvelables. L'objectif du gouvernement est d'atteindre les 45% d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. Ceci explique les contrats récemment signés en vue de la mise en place de projets d'énergie solaire dans les années à venir.

AFRIMAG : Avec les dernières découvertes de gisements pétroliers notamment le gisement «Baleine», la Côte d'Ivoire fera son entrée dans le cercle fermé des plus gros producteurs de brut en Afrique dans les années

à venir. Cela fait-il sens, du point de vue stratégique, de miser sur les énergies renouvelables avec l'avantage comparatif qu'aura le pays dans le secteur des énergies fossiles ?

Ahmadou Bakayoko : Les défis liés aux changements climatiques nous imposent de faire un équilibre raisonnable entre les deux sources d'énergie. Il est important de rappeler que notre continent du fait de sa position géographique porte sur lui 25% des risques climatiques alors qu'il ne génère que 4% des émissions de gaz à effets de serres. Il urge donc d'affecter une partie de nos ressources techniques et financières aux énergies renouvelables.

AFRIMAG : Quel est justement l'état des lieux en

matière d'avancée technologique dans l'offre de services de la CIE ?

Ahmadou Bakayoko : Nous avons depuis quelques années mis en place des compteurs «intelligents» dont le taux d'accès est aujourd'hui de plus de 85%. Ces nouveaux types de compteurs offrent de nouveaux services tels que la possibilité au consommateur de suivre sa consommation en temps réel et de l'optimiser, car il sait désormais les appareils qui consomment le plus chez lui. Cela est possible grâce aux prouesses réalisées par notre filiale «Smart Energy.»

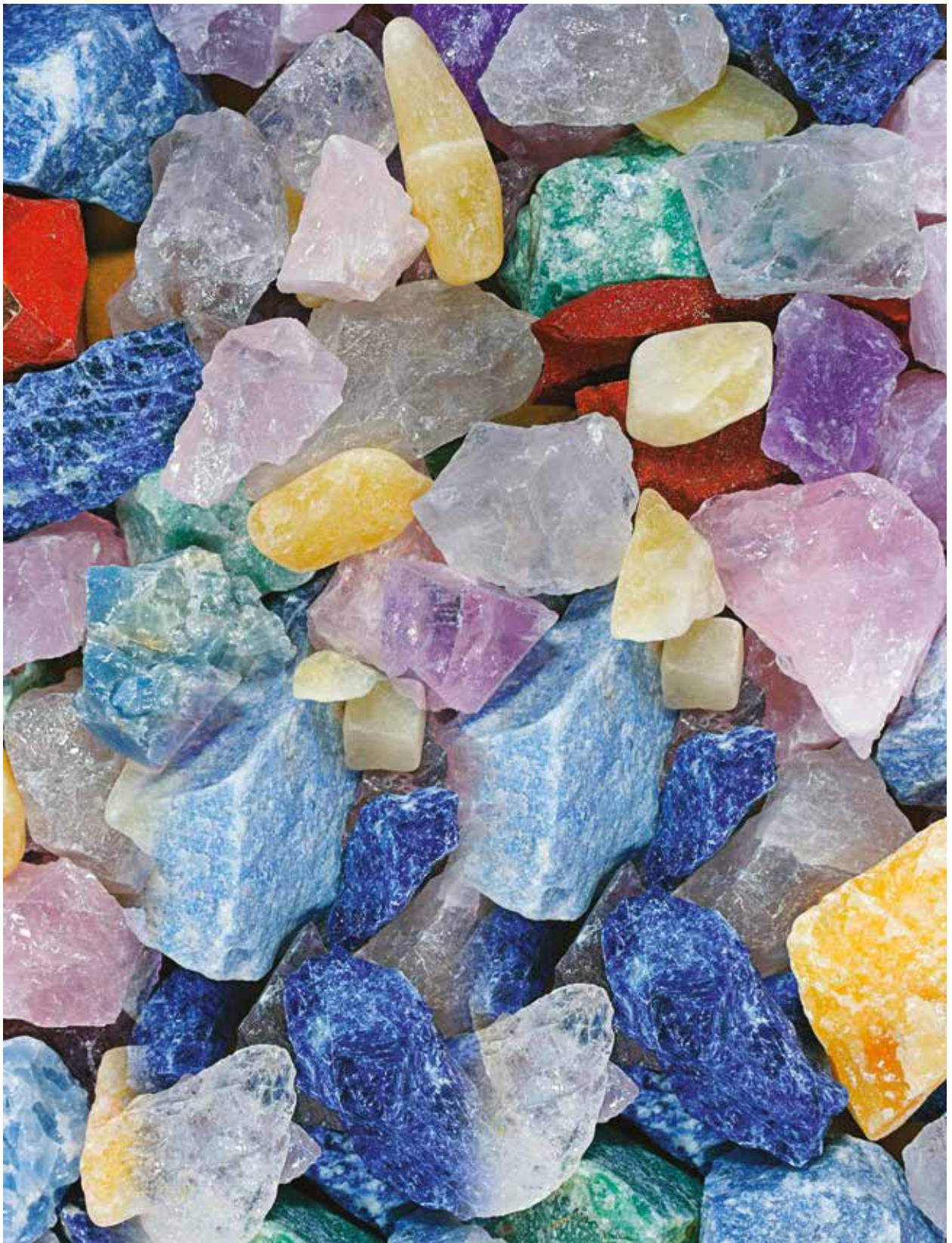
AFRIMAG : Des coupures sporadiques de courant sont encore notées en Côte d'Ivoire. À quoi sont-elles dues ?

Ahmadou Bakayoko : Plusieurs raisons expliquent ces coupures persistantes. D'une part, une partie des installations de la CIE est en cours de renouvellement pour répondre à la demande de notre clientèle. En effet, il est important de rappeler que nous enregistrons chaque année 500.000 nouveaux abonnés sur notre réseau. Cet accroissement de la demande nous impose une augmentation de nos capacités actuelles. D'autre part, les nombreux travaux publics qui ont cours sur l'ensemble du territoire national ont souvent des répercussions sur notre réseau indépendamment de notre volonté. Nous essayons de répondre efficacement chaque fois que notre offre de services est affectée. ▀

Entretien réalisé par Miché Dare

L'AFRIQUE AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX DES MINÉRAUX CRITIQUES

FACÉ À LA HAUSSE DE LA DEMANDE MONDIALE POUR LES MINÉRAUX CRITIQUES, ESSENTIELS À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET TECHNOLOGIQUE, L'AFRIQUE DEVIENT UN ACTEUR CLÉ DANS LEUR FOURNITURE. L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE (AIE) ESTIME QU'IL FAUDRA PRÈS DE 800 MILLIARDS DE DOLLARS D'ICI 2040 POUR EXTRAIRE CES RESSOURCES. LE RAPPORT «SHAPING THE FUTURE OF MINERALS» DU FUTURE MINERALS FORUM, PUBLIÉ EN NOVEMBRE, RÉÉVALUE CES BESOINS EN TENANT COMPTE DE NOUVEAUX FACTEURS. LES DÉFIS D'EXPLOITATION, DE DURABILITÉ ET DE GOUVERNANCE SERONT DÉTERMINANTS POUR L'AFRIQUE.



Les minéraux dits "critiques" sont au cœur de la transition énergétique mondiale et de l'innovation technologique. Utilisés dans la fabrication de batteries, d'équipements électroniques, et dans la production d'énergie renouvelable, ces minéraux, tels que le lithium, le cobalt, le nickel et les terres rares, sont devenus indispensables. Comme le souligne le Future Minerals Forum dans son rapport *Shaping The Future of Minerals, "l'accès sécurisé et fiable aux minéraux critiques est désormais une priorité stratégique pour les gouvernements et les entreprises à l'échelle mondiale"*, publié en novembre dernier. Le rapport met en évidence le fait que ces minéraux sont essentiels pour des secteurs comme la mobilité électrique, les énergies renouvelables, et les technologies numériques. L'importance de ces ressources va au-delà des frontières de l'industrie minière

et touche directement les ambitions de décarbonisation mondiale, avec un objectif commun : *"réduire la dépendance aux énergies fossiles et favoriser la transition vers une économie verte."*

L'étude menée sur les minéraux critiques anticipe qu'environ 5400 milliards de dollars d'investissements seront nécessaires d'ici 2035 pour soutenir la transition énergétique mondiale. Ces fonds sont jugés essentiels pour répondre à l'augmentation rapide de la demande de ressources stratégiques telles que le cobalt, le lithium, le nickel, les terres rares, qui sont indispensables aux technologies bas-carbone, en particulier dans les batteries pour véhicules électriques et les énergies renouvelables. L'objectif est de garantir un approvisionnement suffisant pour ces secteurs en pleine expansion.

Les investissements devront être répartis entre plusieurs axes, dont l'exploration, la transformation, ainsi que les

infrastructures nécessaires pour soutenir ces industries. L'étude met en lumière une région géographique d'une importance stratégique, une «*Super Région*» incluant l'Afrique et une zone élargie englobant l'Asie centrale et occidentale. Cette zone serait un centre clé des dynamiques mondiales de la transition énergétique, détenant des réserves stratégiques. Selon les projections, cette région abriterait 59% des réserves mondiales de cobalt, 62% de manganèse et 67% de bauxite, des ressources cruciales pour les technologies propres.

Un continent riche, mais sous-exploité

Cependant, malgré la richesse en ressources naturelles dont dispose l'Afrique, le continent reste largement sous-exploité en comparaison avec d'autres régions telles que la Chine ou l'Amérique du Sud. En effet, la majorité des minéraux extraits quittent l'Afrique sous forme

Forum des
Minéraux du
Futur 2024.





Un opérateur d'équipement lourd dirige un chauffeur transportant du minerai dans un gros camion à la mine industrielle de Tenke Fungurume.

brute, un phénomène qui prive les économies locales de l'opportunité de créer des emplois et de générer des revenus significatifs. Par exemple, bien que le cobalt, un élément essentiel pour les batteries de véhicules électriques, soit largement extrait en République Démocratique du Congo (RDC) et dans d'autres pays africains, 80% du traitement mondial du cobalt se fait en dehors du continent. Ce constat met en évidence la dépendance excessive de l'Afrique à l'exportation de matières premières non transformées, qui pourrait être un frein à son développement économique.

Le rapport suggère que pour maximiser la valeur de ces ressources, il est impératif de promouvoir leur transformation au niveau local. Cela pourrait engendrer des milliers d'emplois dans des secteurs tels que la chimie, les matériaux avancés et les technologies vertes. De plus, ces activités industrielles

généreraient des recettes fiscales importantes qui pourraient être réinvesties dans des projets d'infrastructures vitales, comme des écoles, des hôpitaux, des routes et des systèmes d'approvisionnement en eau, contribuant ainsi au développement social et économique de la région. L'Indonésie est citée en exemple dans ce contexte. Grâce à des politiques ambitieuses, ce pays est devenu un acteur majeur dans l'industrie du nickel, un minéral clé pour la fabrication de batteries, et son modèle démontre qu'une politique active de transformation locale peut avoir des effets économiques positifs.

D'un autre côté, l'étude souligne que l'Afrique, avec ses vastes ressources naturelles et sa proximité géographique avec les marchés européens et asiatiques, représente une alternative crédible à la domination de la Chine dans le domaine du raffinage et de la transformation des minéraux critiques. Cette

situation inquiète particulièrement les grandes économies, qui redoutent une trop grande dépendance à l'égard de la Chine, non seulement pour l'approvisionnement en matières premières mais aussi pour la transformation et le raffinage de ces ressources. Ainsi, l'Afrique, en développant ses capacités de transformation, pourrait non seulement renforcer son propre secteur minier, mais aussi jouer un rôle stratégique dans la diversification de l'approvisionnement mondial.

Le rapport de Future Minerals Forum n'est pas le premier à souligner ces enjeux. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans une analyse précédente, estimait qu'environ 800 milliards de dollars d'investissements seraient nécessaires d'ici 2040 pour répondre aux besoins d'extraction des minéraux critiques et atteindre les objectifs climatiques mondiaux. De plus, la valeur de marché des ■■■



minéraux critiques pourrait plus que doubler, atteignant les 770 milliards de dollars d'ici 2050, si les investissements sont correctement orientés.

L'Afrique, qui possède environ 30% des réserves mondiales de minéraux critiques tels que le cuivre, le lithium, et le cobalt, pourrait jouer un rôle clé dans cette dynamique. Toutefois, malgré ce potentiel, l'Afrique n'a attiré que 35,6% des investissements directs étrangers destinés à l'extraction des minéraux critiques entre 2019 et 2023, et seulement 2,8% des investissements étrangers consacrés à leur transformation. Cette situation soulève des questions sur les obstacles structurels qui entravent le développement du secteur minier en Afrique, notamment les défis liés à la gouvernance, à l'infrastructure, et à l'instabilité politique dans

certaines régions du continent. Pour surmonter ces défis, des réformes et des politiques publiques ambitieuses seront nécessaires pour stimuler l'investissement et améliorer la capacité de transformation locale. En développant ces capacités, l'Afrique pourrait non seulement bénéficier d'une meilleure valorisation de ses ressources naturelles, mais aussi jouer un rôle clé dans la transition énergétique mondiale, en répondant à la demande croissante pour des minéraux critiques tout en soutenant son propre développement économique et social.

L'Afrique : un réservoir inestimable de minéraux critiques

L'Afrique est riche en ressources naturelles, et plus spécifiquement en minéraux

critiques. Des pays comme la République Démocratique du Congo, le Zimbabwe et le Mali sont parmi les plus grands producteurs mondiaux de cobalt, de lithium et d'autres minéraux clés. La RDC, par exemple, détient plus de 60% des réserves mondiales de cobalt, un élément clé pour les batteries de véhicules électriques. Selon le rapport, *"l'Afrique détient environ 40% des réserves mondiales de cobalt et de lithium, ce qui en fait un acteur incontournable dans la chaîne d'approvisionnement des minéraux critiques"*.

Le Future Minerals Forum insiste sur le rôle croissant de l'Afrique dans la sécurisation de ces ressources : *"La stabilité et la transparence des processus d'extraction en Afrique sont désormais des éléments clés pour les investisseurs internationaux et les chaînes d'approvisionnement mondiales."*

Les défis de l'exploitation des minéraux critiques en Afrique

L'exploitation des minéraux critiques en Afrique n'est pas sans défis. Les questions environnementales et sociales sont au cœur des préoccupations. Comme l'indique le rapport, *"les conditions de travail et les impacts environnementaux restent des défis majeurs pour les pays africains producteurs de minéraux critiques"*. L'exploitation minière est souvent associée à des pratiques destructrices de l'environnement, à la dégradation des écosystèmes et à des impacts négatifs sur les communautés locales. Le travail des enfants, les conditions de travail dangereuses et les conflits liés aux ressources sont également des réalités inquiétantes dans certaines régions, notamment en République Démocratique du Congo.

Le rapport du Future Minerals Forum appelle à une approche holistique, soulignant que *"les pratiques minières responsables, associées à des politiques de gouvernance transparentes et à une collaboration entre les parties prenantes, sont essentielles pour garantir une exploitation durable des minéraux."* Les pays africains doivent prendre des mesures pour réduire ces risques, notamment par la mise en place de réglementations plus strictes et de mécanismes de traçabilité.

Les initiatives pour une exploitation responsable et durable

Face à ces défis, de nombreuses initiatives ont émergé pour garantir une exploitation plus responsable et durable des minéraux critiques en Afrique.

Plusieurs organisations internationales, entreprises privées et gouvernements se sont engagés dans des programmes de certification et de traçabilité des chaînes d'approvisionnement afin de lutter contre l'exploitation illégale et de promouvoir une gestion plus transparente des ressources.

Le Future Minerals Forum mentionne des efforts de collaboration entre entreprises minières et gouvernements pour améliorer les conditions de travail et réduire l'impact environnemental des exploitations : *"Les partenariats pour une meilleure traçabilité des chaînes d'approvisionnement et des investissements dans des technologies minières propres sont des pistes cruciales pour améliorer la durabilité de l'industrie"*.

Par ailleurs, le rapport souligne l'importance de "l'alignement entre les politiques nationales et les objectifs mondiaux de développement durable" pour garantir que les revenus tirés de l'exploitation minière soient réinvestis dans les infrastructures locales, l'éducation, et la santé des communautés.

L'Afrique face à la montée de la demande mondiale et aux rivalités géopolitiques

Avec la montée en flèche de la demande pour les minéraux critiques, l'Afrique doit faire face à des rivalités géopolitiques croissantes. Les grandes puissances mondiales, telles que la Chine, l'Union Européenne et les États-Unis, cherchent toutes à sécuriser leur approvisionnement en minéraux rares. Le rapport met en avant ce phénomène en précisant : *"Les nations riches*

en ressources, comme l'Afrique, deviennent des pièces maîtresses dans la stratégie énergétique et industrielle des grandes puissances mondiales".

La Chine, en particulier, a investi massivement dans des infrastructures minières et a établi des relations stratégiques avec des pays africains riches en ressources. Le Future Minerals Forum avertit cependant que *"l'Afrique doit veiller à ne pas devenir une simple source d'approvisionnement, mais à jouer un rôle actif dans la chaîne de valeur des minéraux critiques"* (Future Minerals Forum, 2024). Les nations africaines doivent donc renforcer leur gouvernance et la gestion de leurs ressources pour éviter les risques d'exploitation abusive.

Les opportunités pour l'Afrique : développer une industrie minière locale et durable

Malgré ces défis, l'Afrique dispose également d'opportunités considérables. En plus de la simple extraction, les pays africains peuvent tirer parti de leur position pour développer une industrie locale de transformation des minéraux, créant ainsi de la valeur ajoutée et de l'emploi. Le Future Minerals Forum affirme que *"le développement d'une industrie locale de transformation des minéraux critiques peut générer une croissance économique substantielle et offrir des opportunités de marché inédites pour l'Afrique"*. L'Afrique pourrait ainsi transformer sa richesse minière en une industrie locale florissante. ▶

ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL (ABI), FILIALE DU GROUPE PANAFRICAIN BANQUE CENTRALE POPULAIRE (BCP) DU MAROC, A CÉLÉBRÉ LE VENDREDI 22 NOVEMBRE 2024 L'ENGAGEMENT ET LA FIDÉLITÉ DE SES COLLABORATEURS LORS D'UNE CÉRÉMONIE DE REMISE DES MÉDAILLES D'HONNEUR DU TRAVAIL.

CÔTE D'IVOIRE **Atlantic Business International récompense l'engagement et l'excellence de ses collaborateurs**



Les collaborateurs de Atlantic Business International primés lors de la rencontre sur l'engagement et l'excellence.

Placée sous le signe de la valorisation du capital humain, cette cérémonie s'est déroulée en présence de Maître Adama Kamara, ministre de l'Em-

ploi et de la Protection sociale, du Dr. Souleymane Diarrassouba, ministre du Commerce et de l'Industrie, et de Habib Koné, Directeur général d'ABI. Au total, quarante et un collaborateurs

ont été honorés pour leur contribution exemplaire à la performance de l'entreprise. Parmi eux, deux ont reçu la Médaille d'Or pour 30 ans de service exceptionnel, quatre la Médaille de

Vermeil pour 25 ans d'engagement, et 35 Médailles d'Argent ont récompensé 15 années de fidélité et de précieuse contribution. Dans son discours, M. Habib Koné a salué l'engagement des récipiendaires, soulignant leur rôle clé dans le succès d'ABI : *« ce moment illustre la reconnaissance de votre dévouement et de votre contribution à l'essor de notre groupe. Vous êtes les incarnations des valeurs de travail, de loyauté et d'excellence qui font la force d'Atlantic Business International. »* Mme Mariam Cissé, porte-parole des récipiendaires, a pris la parole pour exprimer la gratitude de ses collègues : *« cette distinction représente bien plus qu'une simple médaille. Elle symbolise notre engagement, notre travail assidu et notre fidélité à l'institution. Elle reflète nos efforts collectifs, fondés sur des valeurs communes et la quête de l'excellence. »* Le ministre de l'Emploi, maître Adama Kamara, a ensuite souligné l'importance du travail collectif : *« en ce jour, la Nation vous rend hommage. Votre professionnalisme et votre détermination ne sont pas seulement des qualités individuelles ; elles constituent les bases de la réussite collective. »* Il a également évoqué l'impact des collaborateurs sur la société et l'économie : *« Ces distinctions ne saluent pas seulement vos parcours personnels, elles rendent hommage à votre rôle dans un projet plus vaste : renforcer nos économies et bâtir un avenir durable pour notre région. »* Enfin, il a souligné l'importance symbolique de la cérémonie : *« Ces médailles rappellent que le travail bien fait ne passe jamais inaperçu. Elles sont un appel à la persévérance et à l'incarnation des valeurs qui nous unissent. Portez-les avec fierté, car en honorant vos parcours, c'est tout un pays qui célèbre votre contribution. »*

Cette cérémonie de distinction reflète l'engagement d'Atlantic Business International à placer l'épanouissement personnel et l'excellence professionnelle au cœur de sa stratégie. ▶

Par La rédaction

TRANSITION CLIMATIQUE

La BOAD obtient une garantie de 535 millions de dollars

L'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS (MIGA), FILIALE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, VIENT D'ÉMETTRE UNE GARANTIE DE 506 MILLIONS D'EUROS, SOIT L'ÉQUIVALENT DE 535 MILLIONS DE DOLLARS, AU PROFIT DES GROUPES SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FRANCE ET HSBC (ROYAUME-UNI), DANS LE CADRE DES PRÊTS OCTROYÉS À LA BOAD. C'EST UNE PREUVE DE CONFIANCE DE PLUS PLACÉE EN CETTE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL.

Ce prêt garanti par MIGA permettra de soutenir les opérations de prêt de la BOAD pour des projets durables et climatiques, dans ses huit Etats membres. Les fonds seront investis dans les secteurs de l'agriculture, des énergies renouvelables, des logements verts, ainsi que dans la santé, l'éducation, les infrastructures de base ou numériques, au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. *« Ce projet reflète notre engagement à soutenir le financement climatique dans les pays à faible revenu et à répondre aux principaux défis de développement dans l'UEMOA »,* a déclaré Hiroshi Matano, Vice-président exécutif de MIGA. *« Nous sommes convaincus que notre garantie catalysera d'autres investissements dans la transition vers une économie verte et créera de nouveaux emplois verts »,* ajoute-t-il. La BOAD s'est engagée à affecter la moitié du prêt garanti aux projets de financement climatique éligibles, dont 30 % au financement de l'adaptation climatique, au cours des cinq premières années. Ces engagements incluent un plan d'action climatique qui définit un processus rigoureux de sélection et de suivi des financements climatiques, tout en renforçant les processus internes, visant à identifier et à atténuer les risques climatiques physiques, conformément à l'Accord de Paris. *« Cette garantie, la première du genre à la BOAD, constitue une initiative innovante. Elle viendra en soutien actif au financement de projets à fort impact environnemental et social, témoignant ainsi de notre engagement en faveur du développement durable et de la responsabilité sociale »,* se réjouit Serge Ekué, Président de la BOAD. Par ailleurs, un plan d'action genre sera mis en œuvre pour renforcer la capacité institutionnelle sur cette thématique. ▶



Serge Ekué, Président de la BOAD.

Par Abashi Jeff Shamamba

LA MAURITANIE ATTEND AVEC IMPATIENCE LA MISE EN EXPLOITATION, DÉBUT 2025, DU GAZ DE GRAND TORTUE AHMEYIM (GTA) QU'ELLE A EN PARTAGE AVEC LE SÉNÉGAL MAIS ELLE N'OUBLIE PAS, POUR AUTANT, QUE LES RESSOURCES MINIÈRES, NOTAMMENT LE FER DE LA SNIM (SOCIÉTÉ NATIONALE, INDUSTRIELLE ET MINIÈRE) SONT ENCORE L'UN DES PRINCIPAUX PILIERS DE SON ÉCONOMIE. LA NOUVELLE LIGNE INAUGURÉE DANS LE CADRE DE LA COMMÉMORATION DU 64ÈME ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE, DESTINÉE À DOUBLER LA CADENCE DU RYTHME DE CHARGEMENT DES NAVIRES AU PORT MINÉRALIER DE NOUADHIBOU, PERMET À LA SNIM DE FRANCHIR UN IMPORTANT PAS VERS LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME STRATÉGIQUE D'ENTREPRISE (PSE) 2024-2026.

MAURITANIE/MINES

Le PSE 2024-2026, pour remettre la SNIM sur les rails

Ce programme a en vue l'augmentation de la production, la diversification du produit et l'augmentation de sa valeur ajoutée, à moyen terme, en profitant de la disponibilité du gaz et de l'hydrogène vert.

Les avantages conséquents de cette nouvelle réalisation sont à inscrire dans le cadre de la préparation de l'entreprise à augmenter sa production avec des projets en cours ou à l'étude. Il s'agit notamment du projet F'derick, lancé l'année dernière et destiné à augmenter la production de la SNIM de 2 millions de tonnes et

d'un autre dont l'étude de faisabilité est en cours pour la production de 6 millions de terres rares, sans oublier le projet de l'Excellence opérationnelle que la SNIM a déjà lancée et qui ajoutera 2 autres millions de tonnes. Avec une production de 14 millions de tonnes en 2024, l'objectif est donc d'arriver à 10 millions de plus à l'horizon 2031, ce qui constitue le point culminant de Programme stratégique d'entreprise (PSE) lancé cette année. Avec plusieurs milliards de tonnes de gisements de minerai de fer, la Mauritanie est le deuxième plus grand producteur de cet important minerai dans le continent, derrière l'Afrique du sud et devant le Liberia. Rien

qu'en 2023, la Mauritanie a produit quatorze millions de tonnes de minerai de fer, grâce à des réformes proactives et à des politiques minières attrayantes, selon les données de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.

Selon les Perspectives économiques en Afrique 2024 de la Banque africaine de développement, l'avenir économique de la Mauritanie s'annonce prometteur, avec une croissance du PIB réel estimée à 4,2 % en 2024 et à 5,5 % en 2025 — ce qui est supérieur aux prévisions de croissance tant africaine que mondiale. Cette croissance supérieure à la moyenne est en grande partie attribuable aux activi-



tés du secteur minier. Outre le fer de la SNIM, la production de la société minière aurifère Tasiast Mauritanie Limited S.A. a grimpé à 620,8 milliers d'onces.

Ces chiffres montrent que les industries extractives ne sont pas seulement des piliers de l'économie nationale, mais les moteurs de croissance les plus dynamiques.

Dans l'ensemble, la contribution du secteur minier au PIB de la Mauritanie est passée de 18 % en 2021 à 24 % en 2023. Cette croissance a été tirée par l'augmentation de l'extraction des minerais métalliques, notamment de l'or. Le secteur a également augmenté le budget national, contribuant à environ 30 % des recettes en 2022. La SNIM a ouvert la voie, suivie par Tasiast Mauritanie Limited S.A. et Mauritanian Copper Mines.

Évolutions du secteur et projets d'avenir

À l'échelle mondiale, le paysage de la production d'acier évolue, avec un

passage à des processus moins intensifs en carbone et plus efficaces. Cela se traduit par une demande accrue de minerais et de boulettes DRI de haute qualité, qui nécessitent moins d'énergie et produisent moins de déchets. La Mauritanie, et en particulier la SNIM, est prête à tirer parti de cette tendance.

Au cours de la prochaine décennie, la Mauritanie prévoit de doubler sa capacité de production de minerai de fer pour la porter à plus de 45 millions de tonnes par an. Cet objectif ambitieux nécessite d'importants investissements dans l'infrastructure et la logistique. L'accent est mis sur la production de minerai de fer de haute qualité et sur le développement de boulettes de minerai de fer, afin de s'aligner sur l'évolution mondiale vers des processus de fabrication d'acier plus propres.

Les plans à moyen et à long terme nécessitent également des progrès de la chaîne de valeur vers la production d'acier vert, en commençant

par les boulettes d'acier. Cependant, l'électricité est l'épine dorsale de ces ambitions industrielles et, parallèlement, la Mauritanie lorgne également le marché de l'hydrogène vert, avec l'ambition de devenir un pôle de production de cette source d'énergie propre. La synergie entre l'exploitation minière, l'hydrogène vert et le développement des gisements de gaz nécessitera des infrastructures importantes, qui profiteront non seulement au secteur minier, mais aussi à l'ensemble de l'économie.

Forte de ses riches ressources naturelles et de ses investissements stratégiques, la Mauritanie est prête à faire un bond en avant. Avec des politiques adéquates et une bonne gouvernance, le pays peut opérer une véritable transformation, en exploitant ses richesses naturelles pour construire un avenir prospère et durable. ▶

Par Sneiba Mohamed

AFRICA INVESTMENT FORUM

Via diverses sources d'investissement, comment urbaniser l'Afrique d'ici à 2050 ? (Panélistes)

POUR ABIMBOLA AKINAJO, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LAMATA AU NIGERIA, LES GRANDES VILLES AFRICAINES VIVENT LA MÊME RÉALITÉ : LE MANQUE CRIARD DE FINANCEMENT LA POPULATION URBAINE DU CONTINENT AFRICAIN VA TRIPLER DANS LES VINGT-CINQ PROCHAINES ANNÉES, SELON LES PROJECTIONS DÉMOGRAPHIQUES ET LES PAYS AFRICAINS DEVRONT INVESTIR JUSQU'À 5,5% DE LEUR PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) DANS LE DÉVELOPPEMENT URBAIN, S'ILS VEULENT ÉVITER LA PROLIFÉRATION DU PHÉNOMÈNE DE BIDONVILISATION.

C'est la conclusion partagée par des experts lors d'une table-ronde sur la : «Mobilisation, des financements pour le développement et la planification en milieu urbain», organisée à l'occasion de l'Africa Investment Forum qui s'est tenu du 4 au 6 décembre à Rabat, au Maroc. Hastings Chikoko, directeur principal des villes à Big Win Philanthropy pointe le phénomène de l'urbanisation galopante et mal maîtrisée car «malheureusement, les gens conti-

nueront de venir dans les villes. Que faut-il faire ?» Interroge-t-il.

Absence de planification et donc d'infrastructures

«Le problème c'est l'absence de planification, d'où le manque d'infrastructures de logement par exemple et l'apparition de bidonvilles», relève, Eric Gumbo, directeur associé de G & A Advocates LLP au Kenya. «Nos pays n'ont pas de marge de financement et cela rejaillit sur nos villes. Les pays africains ont un ratio dette/PIB qui se situe autour de 65 %», ajoute M. Gumbo. Pour Abim-

bola Akinajo, directrice générale de Lamata au Nigeria, les grandes villes africaines vivent la même réalité : le manque criard de financement. Et face à cette situation, les panélistes avancent plusieurs pistes de solutions : multiplier les sources d'investissements en attirant davantage le secteur privé, les institutions de financement du développement, les fonds d'investissements, de pension, additionnées aux ressources étatiques et municipales.

Mais il faut concomitamment ajouter à cela, les mesures et dispositions



Les membres du premier sous-panel ont discuté du sous-thème suivant : « Quelle utilisation des fonds pour soutenir les services essentiels et le développement de nos villes ? (Source: African Development Bank Group (AfDB)).

à satisfaire par les États et les villes : meilleure gouvernance des villes, meilleure planification, renforcement des capacités des villes pour la conception de projets bancables, meilleure planification des investissements municipaux, modernisation de la collecte des revenus. Ces dispositions intègrent la participation des citoyens au paiement de certains services comme les péages autoroutiers, entre autres.

eThekweni, municipalité métropolitaine du KwaZulu-Natal en Afrique du Sud, montre la voie

Ednick Muswell, chef du département de l'eau et de l'assainissement d'eThekweni, métropole municipale dans le KwaZulu natal en Afrique du Sud, peuplée de quatre millions d'habitants avec un budget de 3,9 milliards de dollars, présente un bilan élogieux de sa ville. «*Nous n'avons pas de dette avec Eskom - l'entreprise publique d'électricité - ; notre discipline budgétaire est un indice de bonne gestion. La municipalité a une bonne notation et*

les investisseurs nous font confiance», assure-t-il. Il ajoute que des fonds de pension américains, des banques, sont prêts à investir dans cette municipalité, capable aussi de lever des fonds sur le marché des capitaux.

Mais les villes du continent sont victimes de la mauvaise perception des risques par les investisseurs sur les contextes africains, selon Hastings Chikoko qui estime cette perception biaisée et coûteuse. «*Cela coûte cher d'emprunter en Afrique et si nous ne relevons pas ce défi, les villes n'auront pas les ressources pour se développer*», alerte-t-il.

Pour Mohan Vivekanandan, directeur exécutif de la Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA), institution partenaire fondatrice de l'Africa Investment Forum, les villes doivent disposer d'un plan bien ficelé pour attirer les investisseurs : «*Les grands projets doivent être menés par les villes et le secteur privé y trouvera un motif de rentabilité pour investir dans votre ville*», poursuit-il.

Abdouraman Diallo, directeur général du Fonds de solidarité africain,

estime que les énormes besoins des villes africaines : routes, logements, eau et assainissement, nécessitent un accompagnement véritable des institutions de financement.

L'appétence des investisseurs

Les marchés de capitaux s'adaptent eux aussi aux nouvelles normalités liées à l'évolution des villes.

«*Nous devons anticiper*», estime Nezha Hayat, présidente de l'Autorité marocaine du marché des capitaux qui a adopté un cadre réglementaire adapté aux besoins du marché local, en développant des obligations vertes (2016) et des obligations municipales qui ont permis à la ville d'Agadir de capter des investissements des marchés dès 2020.

Rappelant que l'Afrique manque de 53 millions de logements et a besoin de 1000 milliards de dollars pour combler ce déficit, Thierno Habib-Hann, Président-directeur général de ShafDB, a rappelé que son institution qui couvre 44 pays africains travaille dans la chaîne de valeur du logement urbain. Thierno Habib-Hann, prône l'utilisation de technologies adéquates dans la construction de maisons bon marché à 10 000 dollars, et a invité les investisseurs à venir en Afrique où le marché de l'habitat à lui seul vaut 700 à 800 milliards de dollars.

Clôturent la session, Solomon Quaynor, vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement chargé du Secteur privé, de l'Infrastructure et de l'Industrialisation, a rappelé que la Banque travaille pour l'accès des entités urbaines à des financements à prix compétitifs et soutient les municipalités à développer des projets en partenariat public-privé.

Il a annoncé que lors des Boardrooms de l'Africa Investment Forum, six projets de plus de quatre milliards de dollars ont attiré l'appétence des investisseurs. ▶

Par La rédaction

VISION BURUNDI PAYS ÉMERGENT EN 2040

Le Maroc prêt à accompagner le Burundi vers son émergence

DU 5 AU 6 DÉCEMBRE 2024, LE BURUNDI A ORGANISÉ UNE TABLE RONDE DES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT ET DES INVESTISSEURS PRIVÉS, OÙ UNE DÉLÉGATION MAROCAINE DE HAUT NIVEAU A PARTICIPÉ ACTIVEMENT. MOHAMED METHQAL, AMBASSADEUR-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE MAROCAINE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AMCI), A DIRIGÉ CETTE DÉLÉGATION ET A EXPRIMÉ UN SOUTIEN FERME DU MAROC ENVERS LE BURUNDI. POUR LES AUTORITÉS BURUNDAISES, LE MAROC EST PLUS QUE JAMAIS PRÊT À ACCOMPAGNER LEUR PAYS, SITUÉ EN AFRIQUE DE L'EST, SUR LE CHEMIN DE L'ÉMERGENCE, EN APPORTANT SON EXPERTISE DANS DES DOMAINES CRUCIAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT, TOUT EN RENFORÇANT LES LIENS D'AMITIÉ ET DE SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES AFRICAINS.

L'objectif général de cette table ronde était de partager la vision du gouvernement burundais en matière de développement socio-économique ainsi que les réformes envisagées et en cours, afin de mobiliser toutes les parties prenantes et les ressources financières nécessaires à la mise

en œuvre de la Vision 2040-2060. Le Burundi est une terre d'opportunités, a annoncé le Président burundais, Evariste Ndayishimiye, dans son discours d'ouverture : «*Bienvenue au Burundi, Pays de lait et de miel, Pays de mille et une collines, Pays de mille et une potentialités. C'est une terre vierge et pleine d'opportunités d'investissements.*» D'après lui, le Burundi veut se don-

ner les outils permettant de réussir son développement dans un proche avenir. «*Nous avons déjà exploré les potentialités de ce beau pays et en avons tiré la conclusion que c'est possible. Nous sommes engagés sur l'élan de l'eldorado de l'Afrique, avec catalyseurs les ressources naturelles, la modernisation, la transformation et la diversification de la production agro-pastorale, l'augmentation et l'amélioration de* ...

ET PAYS DÉVELOPPÉ EN 2060

Accompagner le l'émergence

Le Président
burundais, Evariste
Ndayishimiye.





Le Chef de l'Etat burundais Evariste Ndayishimiye recevant les délégations étrangères.

l'offre énergétique ainsi que le développement du secteur tertiaire par l'offre des services.»

Réformes tous azimuts et bonne gouvernance

Dans son allocution, le Chef de l'Etat a exhorté les investisseurs étrangers à explorer les opportunités de croissance et d'investissement dans les secteurs à fort potentiel.

A ceux qui ont peur d'investir au Burundi, le Président Evariste Ndayishimiye leur a rassuré : *«vos investissements ont comme garantie la volonté et la détermination politiques de placer le secteur privé comme pionnier du développement.»* Il a ainsi précisé que cette volonté politique s'accompagne par plusieurs réformes qui renforcent la bonne gouvernance et qui garantissent un environnement des affaires sain propice à une croissance économique inclusive, tirée par le secteur privé et riche en création d'emplois.

«Le sous-sol burundais regorge d'importantes ressources naturelles», a-t-il déclaré, citant notamment l'or, le nickel, la cassitérite, les terres rares, le lithium, le fer, le cuivre, le coltan, le titane, etc. *«Une carte minière est disponible pour les investisseurs désireux de*

se lancer dans ce secteur. Les réformes en cours visent à revitaliser ce secteur pour optimiser sa contribution à la croissance et au développement socio-économique du pays, et ce par la promotion de la transformation et de l'exportation», a-t-il rassuré, annonçant que le gouvernement a révisé le code minier et dispose des textes d'application ayant pour objectif de mettre en place un cadre légal qui permet au pays de tirer parti de ce secteur à travers des contrats gagnants-gagnant.

Insistant sur la Vision 2040-2060, le Chef de l'Etat a révélé que le gouvernement ambitionne aussi l'accès aux soins de santé pour tous.

2025, année du lancement de la Vision 2040-2060

Pour garantir la réussite de cette vision, le Président Evariste Ndayishimiye a indiqué que cette table ronde a été organisée à la veille de 2025, une année de référence pour le démarrage de la mise en œuvre de cette vision, à partir de laquelle le compte à rebours sera désormais lancé. *«Avant ce coup d'envoi, nous sommes honorés de vous inviter à cheminer avec nous, et à faire partie de l'équipe qui jouera ce match de 15 ans, à booster la*

croissance économique du Burundi dont le monde sera témoin», a-t-il lancé, rappelant que le financement d'une économie doit être assuré par les secteurs public et privé ainsi que les partenaires au développement dont la conjugaison des efforts est un moteur de croissance économique soutenue et inclusive.

Ainsi, il a demandé à tous les investisseurs présents à profiter de cette opportunité unique pour faciliter l'établissement d'un cadre de collaboration entre les entrepreneurs locaux et internationaux à travers des sessions de réseautage exclusives. Ce qui favorise la création du partenariat stratégique. Et de promettre : *«Le gouvernement du Burundi reste absolument engagé à promouvoir et sécuriser les investissements. Investir au Burundi n'est pas seulement une opportunité économique mais aussi une opportunité de participer à l'agenda de l'intensification des échanges intra et intercontinentaux, favorisant ainsi la création des emplois, le développement des compétences et le transfert des technologies.»* D'après le Chef de l'Etat, le Burundi est prêt à rattraper le temps perdu après des années dédiées à la restauration de la paix et de la démocratie et à la stabilisation politico-sécuritaire. ▀

COOPÉRATION SUD-SUD

L'engagement du Maroc, un modèle de solidarité africaine

LE MAROC, FIDÈLE À SA POLITIQUE DE COOPÉRATION SUD-SUD, A RÉAFFIRMÉ SON ENGAGEMENT ENVERS LE BURUNDI À TRAVERS L'INTERVENTION DE MOHAMED METHQAL, L'AMBASSADEUR-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE MAROCAINE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AMCI), À LA TÊTE DE LA DÉLÉGATION MAROCAINE. IL A SOULIGNÉ QUE LA COOPÉRATION MAROCAINE AVEC LE BURUNDI S'INSCRIT DANS LE CADRE DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DÉFINIES PAR LE ROI MOHAMMED VI, QUI PRÔNE UNE COOPÉRATION SOLIDAIRE ET AGISSANTE ENTRE LES PAYS AFRICAINS. SELON METHQAL, CETTE COOPÉRATION REPOSE SUR DES PARTENARIATS ÉQUILIBRÉS, FONDÉS SUR LE RESPECT MUTUEL, ET VISE À AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS AFRICAINES.

« **L**e Maroc est engagé pour inscrire son soutien au Burundi, dans la droite ligne des axes prioritaires fixés par la Vision 2040-2060.

La coopération substantielle qui existe déjà entre les deux pays sera optimisée et renforcée encore plus, tout en veillant à garder l'élément humain au centre de son déploiement», a déclaré Mohamed Methqal, l'ambassadeur-Directeur général de l'Agence marocaine de coopération (AMCI), à la tête d'une forte délégation d'opérateurs économiques.

D'après lui, les relations entre les deux pays se renforcent et se diver-

sifient au fil des années pour le bien des deux peuples. Et ce, malgré une distance de 8000 km séparant le Burundi du Maroc.

Une preuve, selon lui, que la fraternité et la solidarité ne sont pas fonction ni de proximité géographique, ni d'intérêts.

«En capitalisant sur l'ensemble des réalisations de la feuille de route de coopération entre le Burundi et le Maroc sur la période de 2021-2024, le Royaume œuvrera en partenariat avec l'ensemble des acteurs burundais, publics et privés, à mettre en œuvre une nouvelle feuille de route sur la période 2025-2027 qui s'inscrit dans l'esprit de la vision Burundi 2040-2060», a-t-il mentionné, rappen-

lant d'ailleurs quelques résultats de cette coopération.

Le Maroc est prêt à accueillir 1500 nouveaux boursiers burundais d'ici à 2040 dans ses universités, écoles ...

Mohamed Methqal, l'ambassadeur-Directeur général de l'Agence marocaine de coopération, a indiqué que les 324 lauréats burundais qui ont bénéficié des bourses dans les universités marocaines, offrent actuellement une base humaine solide à des relations fraternelles dans la durée entre les deux pays. «Aujourd'hui, 199 boursiers burundais sont en train de suivre une formation au Maroc dans des ...



Mohamed Methqal, ambassadeur-Directeur général de l'Agence marocaine pour la coopération internationale, reçu par le Président burundais, Evariste Ndayishimiye.

filères aussi diverses que cruciales pour le développement de la Vision Burundi 2040-2060 telles que la santé, la médecine, l'ingénierie, les sciences et la formation professionnelle.»

Ainsi, dans le cadre de la nouvelle vision Burundi Pays émergent en 2040 et Burundi Pays développé en 2060, Mohamed Methqal a annoncé que le Royaume du Maroc s'engage à accueillir d'ici 2040, 1.500 nouveaux étudiants burundais boursiers dans les universités marocaines et 500 nouveaux étudiants boursiers dans les formations professionnelles.

Il a en outre évoqué les actions de coopération technique, les échanges en faveur des centaines de cadres burundais, pris en charge par le Royaume pour effectuer des stages de formation dans des secteurs clés identifiés conjointement, tels que la diplomatie, les douanes, la pêche et l'agriculture, la santé, l'habitat et l'urbanisme, les infrastructures et les transports, l'eau et l'électrification. «Dans ce dernier domaine, une coopéra-

tion poussée pourra se déployer entre l'Office National d'Eau et d'Electricité (ONEE Ndlr) et les autorités burundaises, à l'effet de diagnostiquer les besoins et d'établir un plan d'action en matière d'assistance technique», a-t-il précisé affirmant que le secteur de l'agriculture qui permet de garantir la sécurité alimentaire des populations, revêt aussi un intérêt central pour le Burundi. «La coopération bilatérale sera également amplifiée dans ce domaine», a-t-il promis.

Logistique, banque, finance, mines ...

D'autres domaines ne seront pas oubliés. D'après lui, le Burundi pourra bénéficier des expériences marocaines dans le domaine de la logistique, routier ou aéroportuaire. «Les relations distinguées entre les deux pays doivent également se refléter au niveau des échanges économiques et des investissements, d'autant plus que le Maroc et le Burundi regorgent d'énormes potentialités d'opportunités économiques prometteuses.» Et là, les opérateurs privés, les inves-

tisseurs marocains et burundais devraient jouer un rôle important dans le développement des relations économiques bilatérales, a-t-il interpellé tout en plaidant pour des partenariats concrets, que ce soit dans les domaines bancaires et financiers, l'agriculture et la pêche, la formation professionnelle, les mines, les infrastructures, l'eau et l'électricité ou les énergies renouvelables.

«Les acteurs bancaires et financiers marocains pourront accompagner le Burundi dans la mobilisation des financements, dans l'attraction des investisseurs étrangers et le développement des partenariats avec les opérateurs économiques internationaux.»

Concernant le domaine minier, il a précisé que les opérateurs miniers marocains, publics ou privés, disposant d'un savoir-faire avéré, seront disponibles également pour accompagner le développement de ce secteur au Burundi. Le Maroc est également prêt à mettre son expertise en matière de formation professionnelle, d'électricité

ou d'énergie renouvelable au service du développement du Burundi.

A cette table ronde, la délégation marocaine comprenait plusieurs responsables ; représentants des ministères, des établissements publics, des entreprises du secteur privé et des acteurs bancaires et financiers.

Il s'agit du ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts, le ministère du Tourisme, de l'Artisanat de l'Economie sociale et Solidaire, le ministère de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville, l'Agence marocaine du développement des investissements et des exportations, l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, la Caisse de Dépôt et de Gestion, l'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable, l'Office National des Hydrocarbures et des Mines, la Société Marocaine de l'Ingénierie Touristique, le Groupe OCP, le Groupe Al Omrane, BANK OF Africa, Attijariwafa Bank, ainsi que la Chambre Africaine de Commerce et de Service-Dakhla.

De l'agriculture de subsistance à une économie industrielle

«La finalité de la vision est d'améliorer les conditions de vie de la population et

réduire les inégalités à travers la transformation de l'économie burundaise qui est fortement dominée par la transformation agricole où le secteur représente plus de 30% au détriment du secteur industriel qui représente 17% », a confié Alain Ndikumana, Directeur du bureau d'Etudes stratégiques et du développement. Dans un entretien accordé à AFRIMAG, lors de cette table ronde, Alain Ndikumana a précisé que l'objectif final est de pouvoir passer de cette économie agricole, de subsistance à une économie industrielle où elle est créatrice d'emplois décentes. «Ce qui permettra d'améliorer les conditions de vie de la population», a-t-il mentionné, notant que la Vision 2040-2060 est fondé sur cinq piliers.

Il s'agit selon lui de l'engagement de l'Etat ; l'efficacité économique ; l'équité sociale ; la sauvegarde de l'environnement et la préservation de la culture ainsi que la mobilisation d'un partenariat fructueux.

Pour ce qui est du financement de cette Vision, M.Ndikumana a indiqué que c'est à travers le Plan National de développement (PND) révisé dont il faut s'appuyer. Il a ainsi précisé que pour la période 2023-2027, le budget nécessaire sur les 5 ans est de 28,8 milliards de dollars US. «On a déjà mobilisé avec les partenaires traditionnels 4,52

milliards de dollars US. Et si on ajoute les recettes déjà mobilisées au niveau national, nous sommes à presque 6 milliards de dollars disponibles. Il nous reste donc à mobiliser autour de 22 milliards de dollars.»

A ceux qui évoquent un mauvais climat d'affaires dans le pays, M.Ndikumana, a tenu à souligner que le chemin vers le développement ou vers l'émergence n'est pas une ligne droite qui est dessinée. «Certes, il y a des défis mais il y a beaucoup de choses qui sont en train d'être faites. Il y a des réformes au niveau macroéconomique, la libéralisation des taux de changes, etc.»

Un avenir prometteur pour le Burundi et le Maroc

La table ronde des partenaires au développement et des investisseurs privés de décembre 2024 a permis de poser les bases d'une coopération renforcée entre le Maroc et le Burundi, dans le cadre de la Vision 2040-2060. Grâce à cette coopération Sud-Sud, les deux pays pourront réaliser leurs ambitions respectives de développement économique, social et environnemental. En unissant leurs forces, les deux pays ouvriront de nouvelles perspectives de croissance durable, propices à l'émergence de l'Afrique dans son ensemble. ▀

La délégation marocaine reçue par le Chef de l'Etat du Burundi.



CHRISTIAN NIBASUMBA

REPRÉSENTANT DE TRADE MARK AFRICA AU BURUNDI

«Le développement industriel au Burundi passera par le Partenariat public-privé»

L'ESPACE COMMERCIAL DE LA COMMUNAUTÉ EST-AFRICAINE (CEA) CONTINUE DE S'AGRANDIR PAR L'ADHÉSION D'AUTRES PAYS. LE BURUNDI EST L'UN DES HUIT PAYS (KENYA, OUGANDA, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, RWANDA, SOMALIE, SOUDAN DU SUD ET TANZANIE) DE CETTE COMMUNAUTÉ. COMMENT LE BURUNDI OPÈRE-T-IL SES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC LE RESTE DE LA COMMUNAUTÉ ? QUELLES SONT SES FORCES ET SES FAIBLESSES POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN SECTEUR INDUSTRIEL CONCURRENTIEL. ENTRETIEN AVEC CHRISTIAN NIBASUMBA, REPRÉSENTANT AU BURUNDI DE TRADE MARK AFRICA (TMA).

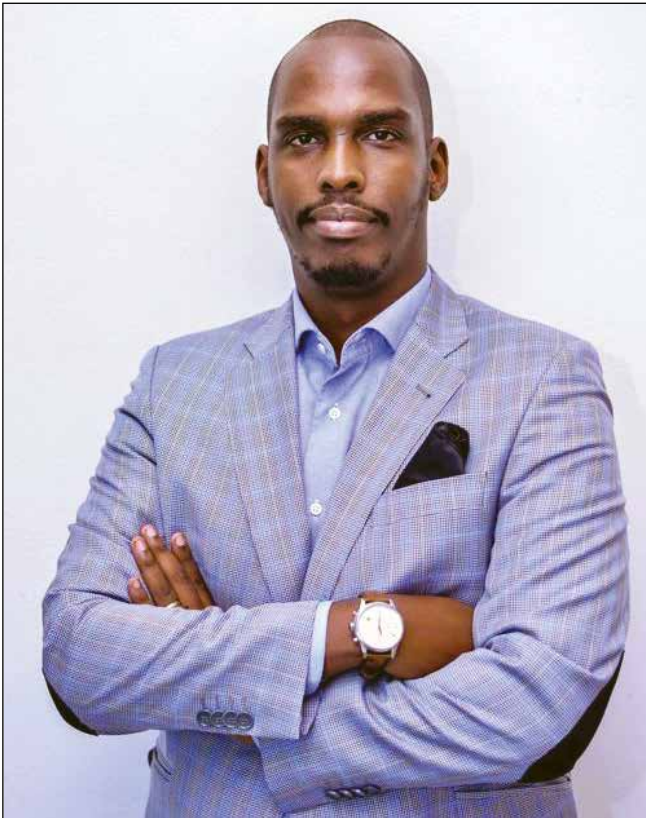
AFRIMAG : Quel est l'état des échanges commerciaux entre le Burundi et les huit Etats membres de la East African Community (EAC) ?

Christian Nibasumba : Avant de répondre à la question, permettez-moi d'apporter cette précision sur les échanges commerciaux. Par échanges commerciaux, il faut rappeler que l'on fait principalement référence à la balance commerciale d'un pays, c'est-à-dire d'une comparaison entre la taille des importations et celle des exportations. Cette analyse permet également de dégager et de découvrir le taux de couverture des importations par les exportations. C'est le cas idéal quand les exportations couvrent les importations, d'où la notion de balance commerciale excédentaire. Ou balance commerciale positive. A titre d'exemple, pour le cas du Burundi, les principaux

produits importés sont : les huiles de pétrole (carburant) qui se taille d'ailleurs la part du lion avec plus de 45% de la valeur totale des importations. Ensuite, viennent les engrais minéraux et chimiques, les médicaments, les voitures de tourisme et les matériaux de construction, principalement le ciment et produits en fer et acier. Concernant les exportations, le Burundi, hélas, exporte peu, voire des quantités négligeables. Ce qui constitue une des causes de la pénurie en devises du pays pour couvrir ses besoins en importation.

Les principales exportations du Burundi restent l'or, le café, le thé et l'étain (cassitérite), le tungstène (wolframite) et le tantale (coltan), des minéraux collectivement désignés sous le vocable «3T». Il faut ajouter à ces biens destinés à l'export, les bières, la farine de blé et les savons.





AFRIMAG : Quel est le volume des échanges entre les pays de l'EAC ?

Christian Nibasumba : Cela évolue avec le temps. Par exemple, le rapport sur le commerce et les investissements de la CAE de 2020 montre que les exportations de cette organisation à l'échelle mondiale se sont élevées à 16,2 milliards de dollars US, tandis que les importations étaient de 35,6 milliards de dollars, enregistrant ainsi une balance commerciale négative de 19,4 milliards de dollars. Récemment, la région a démontré une structure commerciale caractérisée par des importations oscillant autour de 54 milliards de dollars et 20 milliards de dollars enregistrés sur le compte des exportations.

Pour revenir à votre question, au sein de la Communauté est-africaine, c'est la Tanzanie et le Kenya qui contrôlent plus de 96 % des produits exportés au sein de la région. Le commerce intra-régional est ici dominé par les produits alimentaires (riz, arachides, huile de palme et poisson). En termes de destination, le commerce extérieur au sein de l'EAC est dominé par l'Inde et les Émirats Arabes Unies.

AFRIMAG : Quels sont les défis pour les importateurs/exportateurs dans la région ?

Christian Nibasumba : Les défis sont énormes, mais si je devais les résumer, j'en citerais trois principaux dans la région.

AFRIMAG : Lesquels ?

Christian Nibasumba : Premièrement, ce sont les coûts de transport et de logistique, à cause du déficit abyssal en infrastructures routières, aériennes, maritimes ou ferroviaires. A titre d'exemple, les frais de transport peuvent parfois représenter 35 à 42 % du coût total de la production. Ce qui est trop élevé par rapport à la moyenne des 8 % dans les pays asiatiques. Cela a un impact négatif direct sur la compétitivité du bloc de l'EAC et, in fine, sur la balance commerciale de nos pays.

Selon une étude commanditée par l'East African Business Council (EABC) et Trade Mark Africa (TMA), les coûts de transport au sein de la CEA sont estimés à presque 2 dollars par km et par conteneur, contre 1 dollar, voire moins à l'échelle internationale.

Les Barrières non tarifaires (BNT) constituent le deuxième défi. Les opérateurs économiques de façon générale font face à des retards douaniers, la corruption au sein de la logistique du fret, aux taxes imprévues ou au manque d'harmonie quant à leur mise en application, d'une part. De l'autre, des goulots d'étranglement qui ont pour noms : exigences administratives complexes, frontières n'opérant pas avec le même horaire, le racket des agents en charge de faciliter le commerce, etc.

Le troisième défi est relatif à l'harmonisation incomplète des politiques : les règles comme le principe sacro-saint de la libre circulation des capitaux, des biens et des personnes définissant l'EAC. Ces règles peuvent différer entre les pays membres, certains étant plus nationalistes, plus protectionnistes. Ces entorses aux règles du libre-échange dans la zone CEA finissent par ralentir l'esprit même du marché commun et de l'union douanière de la communauté.

AFRIMAG : Dernièrement, une application de reportage des barrières non tarifaires a été mise en place. De quoi s'agit-il ? Quels sont ses avantages ?

Christian Nibasumba : En fait, dans le cadre de notre mission de facilitation du commerce intra-africain, Trade Mark Africa (TMA) a récemment financé le lancement d'une application de signalement des barrières non-tarifaires au niveau de la région est-africaine (NTB reporting - EAC). Cette application a été mise en place et est logée chez le Secrétariat de la CEA. Elle permet aux commerçants de signaler en temps réel les barrières rencontrées, comme des retards ou des frais imprévus. Selon le dernier rapport, ceci a permis d'atteindre les résultats à savoir : la résolution rapide, plus de 150 cas ont été traités depuis son lancement, la transparence accrue et facilitation des négociations bilatérales, la réduction des coûts liés aux retards, etc.

AFRIMAG : Quelles sont les barrières non tarifaires dans la région ?

Christian Nibasumba : Les principales BNT identifiées dans la CEA restent toujours les longues procédures douanières et inspections multiples ; les restrictions quantitatives et normes divergentes ainsi que le manque d'infrastructures adéquates, augmentant les coûts logistiques.

AFRIMAG : Quelles sont les autres actions pour faciliter et promouvoir les échanges dans la CEA ?

Christian Nibasumba : Je citerais la modernisation des postes frontaliers : par exemple, le poste de Kobero au Burundi a réduit les délais de transit de 48 heures à moins de 8 heures, augmentant l'efficacité des échanges. La digitalisation des douanes, adoption des systèmes de Guichet Unique Electronique, ASYCUDA, pour accélérer les formalités ; l'appui aux PME, programmes de renforcement des capacités et certifications pour améliorer la qualité des exportations ainsi que l'intégration de la ZLECAF, augmentation prévue de 25% du commerce intra-africain d'ici 2030.

AFRIMAG : Quelles ont été les conséquences du Covid-19 sur les échanges commerciaux dans la région ?

Christian Nibasumba : Elles sont énormes. Les pertes associées à cette pandémie sont : le commerce intra-régional de l'EAC a diminué de 5,5% en 2020. Sur le Burundi, il y a eu une diminution des exportations agricoles comme le café et le thé, bien que la reprise ait été progressive en 2022. L'édition 2024 du Salon industriel tenu dernièrement avait comme thème, *«une industrie verte et exportatrice : un engagement social et une opportunité pour des emplois décents des jeunes et des femmes au Burundi.»*

AFRIMAG : Que signifie une «industrie verte?»

Christian Nibasumba : Une industrie verte désigne une production durable basée sur l'utilisation d'énergies renouvelables (hydroélectricité, solaire...), la gestion efficace des déchets, la réduction des émissions de CO₂. Nous

comptons d'ailleurs lancer un programme de renforcement des capacités des acteurs de la logistique du fret sur ces aspects.

AFRIMAG : Quels sont les atouts et potentialités du Burundi pour son industrialisation?

Christian Nibasumba : Le Burundi dispose d'une diversité de richesse en ressources naturelles abondantes : hydroélectricité, terres fertiles, minéraux... Sans oublier une population jeune, plus de 65% a moins de 30 ans, offrant une main d'œuvre dynamique. La position du Burundi est stratégique : situé à proximité des marchés régionaux en croissance rapide.

AFRIMAG : Qu'en est-il des faiblesses ?

Christian Nibasumba : En tête, je cite le déficit énergétique. Ce qui entraîne un accès limité à l'électricité fiable. Des infrastructures inadéquates : les routes et les zones industrielles restent insuffisantes. L'autre faiblesse est cet accès limité au financement. Les industries locales peinent à trouver des capitaux pour se développer.

AFRIMAG : Que proposez-vous pour que l'industrialisation soit une réalité au Burundi ?

Christian Nibasumba : Il faut d'abord développer des infrastructures énergétiques ; développer les capacités hydroélectriques et solaires. Il faut en outre un appui au secteur privé. Ce qui passera par la facilitation de l'accès au financement et réduire les taxes pour les investisseurs. Je propose aussi la création de zones industrielles et l'établissement des zones économiques spéciales pour attirer des investisseurs sans oublier le renforcement des compétences ainsi que la formation de la main d'œuvre aux technologies modernes. Enfin, je trouve qu'il est important de développer le partenariat public-privé pour renforcer l'industrie au Burundi et encourager les investissements dans les secteurs prioritaires comme l'agro-industrie et les énergies renouvelables. ▀

Entretien réalisé par Rénovat Ndashinze

Bloexpress : Qui est Christian Nibasumba ?

Christian Nibasumba est représentant pays de Trade Mark Africa au Burundi depuis 2019 où il supervise les opérations. Il travaille en étroite collaboration avec les agences gouvernementales, les bailleurs de fonds, le secteur privé et les organisations de la société civile afin de mettre en œuvre les ambitions de TMA.

Avant ce poste, il occupait les fonctions de conseiller régional pour l'Afrique sur l'inclusion économique chez Christian AID. Il a été également responsable des subventions de la section

Diplomatie publique à l'ambassade des USA au Burundi et directeur adjoint de Business Incubator.

Christian Nibasumba est titulaire d'un diplôme MBA en Finances de la United States International University -USIU- Nairobi et d'une Licence en gestion et administration des affaires de la Uganda Martyrs University. En 2018, Christian a participé au programme "Leading Economy Growth" de la Harvard Kennedy School à Boston USA. Formateur certifié à Business Edge" de IFC-Banque mondiale.

SÉCURITÉ AU SAHEL

Quand une coalition cherche à remplacer une autre

LA MAURITANIE A ACCUEILLI, LE 2 DÉCEMBRE 2024, LE LANCEMENT DES ACTIVITÉS DE LA COALITION MILITAIRE ISLAMIQUE POUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME (CMILT), CRÉÉE ET FINANCÉE PAR L'ARABIE SAOUDITE ET COMPRENANT 42 PAYS. BIEN QU'ELLE EXISTE DEPUIS 2015, CETTE ORGANISATION «S'IMPLANTE», POUR LA PREMIÈRE FOIS, AU SAHEL, AU MOMENT OÙ LE G5 SAHEL AUQUEL APPARTIENNENT CINQ MEMBRES DE CETTE COALITION (MAURITANIE, MALI, BURKINA FASO, NIGER, TCHAD) EST EN SITUATION DE MORT CLINIQUE.

La Coalition militaire islamique pour la lutte contre le terrorisme, accueillie par la Mauritanie, qui était à l'origine aussi de la création du G5 Sahel, presque à la même époque, veut reprendre dans ces cinq pays la même mission que l'organisation dont le montage avait été suscité par la France et les États-Unis pour avoir une force africaine de lutte contre le terrorisme là où les

armées occidentales ne voulaient jouer qu'un rôle d'appoint. Les «transitions» militaires dans quatre de ces pays s'installant dans la durée, plus qu'il n'en faut, pour les alliés occidentaux, il était devenu évident que la seule façon, pour trois de ces pays (Mali, Niger, Burkina Faso) de rompre le pacte de sang entre le G5 Sahel et la France est de revendiquer une autonomie stratégique dans la lutte contre le terrorisme, quitte à être taxés d'invétérés putschistes, cherchant à

conserver le pouvoir en changeant d'alliés. Lâcher la France d'Emmanuel Macron, qui joue au donneur de leçon, et tomber dans les bras de la Russie de Poutine, moins regardante sur les questions de démocratie et de droits de l'homme !

L'objectif assigné à la CMILT

Mais d'aucuns considèrent que l'intrusion dans la sous-région sahélo-saharienne de la CMILT pourrait changer la donne géopolitique de



Nouakchott, 2 décembre, rencontre de la Coalition militaire islamique pour la lutte contre le terrorisme.

façon radicale. La manœuvre qui propulse l'Arabie saoudite devant, au plan militaire, alors que le royaume était connu surtout pour ses financements islamiques, au nom de la «Dawaa» (prédication), aurait pour but de faire revenir les pays du G5 Sahel récalcitrants dans le giron des Occidentaux. L'Arabie saoudite qui est l'un des précieux alliés des Etats-Unis dans le Golfe ne serait ainsi qu'un paravent «islamique» à une lutte contre le terrorisme jusque-là endossée par l'Occident. Si cela s'avère comme tel, à travers le degré d'engagement des pays composant l'Alliance des Etats du Sahel (AES) dans le montage anti-terroriste saoudien, on peut alors parler d'un coup de poker réussi par Washington et Paris.

La Mauritanie qui, jusque-là, tenait encore à la réalité d'un G5 Sahel qui lui servait de carte d'entrée dans les forums sécuritaires organisés par les pays de l'Otan, ne verrait pas d'un mauvais œil ce changement de cap, ses rapports avec l'Arabie saoudite étant au beau fixe. Nouakchott y

retrouve de solides alliés, comme les Emirats arabes unis, et même le Qatar qui a enterré la hache de guerre en se réconciliant avec Riad et Abu Dabhi.

La Coalition islamique militaire pour combattre le terrorisme a été créée par la coopération militaire entre l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie, le Soudan, le Maroc, le Qatar (exclu en 2017 à la suite de la crise du Golfe), le Pakistan, le Koweït, Bahreïn, ainsi que les Emirats arabes unis pour le lancement de l'opération militaire aérienne Tempête décisive au Yémen. C'est finalement en décembre 2015 que la Coalition islamique militaire pour combattre le terrorisme voit officiellement le jour. Outre ses engagements militaires, elle mènera notamment l'exercice militaire Tonnerre du Nord entre le 28 février 2016 et le 10 mars 2016.

Pour diriger cette Coalition, l'Arabie saoudite a choisi le Général Major Pilote Mohammad bin Saeed Al-Moghidi, un baroudeur qui a passé 36 ans de sa vie au sein des différents corps de l'armée (air, terre

et services des renseignements). En tant que Secrétaire général de la CMILT, Al-Moghidi administre, commande et coordonne en fonction de ce que l'Arabie saoudite considère comme essentiel dans une action globale qui doit s'ajuster au nouveau contexte de pénétration dans une zone très éloignée de ses bases. La CMILT est actuellement engagée dans deux conflits : La guerre civile yéménite où elle mène des opérations aériennes et terrestres contre la rébellion des Houthis et la lutte contre l'État islamique avec des frappes aériennes en Syrie. Elle fait également de la lutte contre le financement du terrorisme une priorité, au même titre que l'action militaire concertée entre ses différents membres. En Afrique, ces derniers sont : le Bénin, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Égypte, l'Erythrée, le Gabon, la Guinée, la Libye, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Tchad, le Togo et la Tunisie. ▀

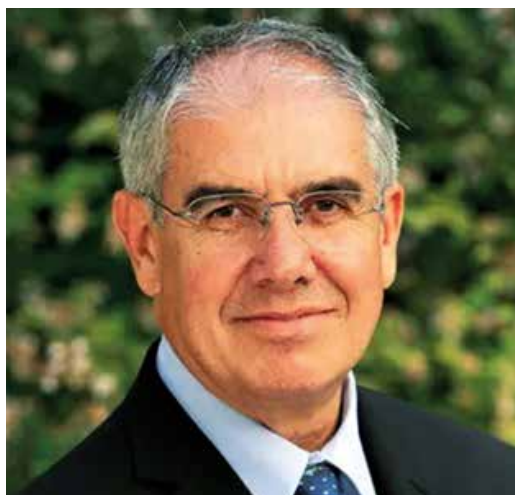
Par Sneiba Mohamed

TRANSPORT AÉRIEN

Stop à l'écologie punitive

C'EST UNE AFFAIRE ENTENDUE : LA DECARBONATION TOTALE DU TRANSPORT AÉRIEN EN 2050 NE SERA PAS POSSIBLE. EN EFFET LES QUELQUE 14.000 APPAREILS ACTUELLEMENT EN COMMANDE, SERONT LIVRÉS ENTRE 2025 ET 2035 ET ILS ONT UNE DURÉE DE VIE D'AU MOINS 30 ANS. OR ILS SONT CONSTRUITS AVEC UNE TECHNOLOGIE QUI GÉNÈRE ENCORE DU CO₂ ET LA PRODUCTION DE SAF (SUSTAINABLE AVIATION FUEL) SERA LARGEMENT INSUFFISANTE POUR ASSURER UN TRANSPORT AÉRIEN DÉCARBONÉ.

Est-ce une raison pour ne rien faire ? Certainement pas. Le secteur aérien a d'ailleurs pris le problème à bras le corps depuis au moins une bonne vingtaine d'années. Les appareils actuels sont beaucoup moins gourmands en carburant et en émanations sonores. En dépit des cris d'orfraie de certains apôtres de l'écologie, le transport aérien ne les a pas attendus pour travailler sur cette question, ne serait-ce que parce que cela est rentable. Moins les appareils consomment de carburant fossile et plus le secteur est profitable. Seulement la révolution écologique ne se fera pas d'un coup de baguette magique. Il faudra consacrer plusieurs centaines



Par Jean-Louis Baroux, Président du World Connect by APG.

de milliards de dollars à la recherche et celle-ci devra couvrir tout le spectre de cette activité. Et d'abord la fabrication des moteurs, car c'est le facteur majeur de pollution. Concevoir de nouveaux engins très peu consommateurs de carburant

est une œuvre de longue haleine. Imaginer de nouveaux systèmes pour fournir une puissance suffisante au décollage d'appareils de 400 tonnes n'est pour l'instant pas envisageable tout au moins dans l'état de la recherche actuelle.

Decarbonation : investir massivement dans la recherche

Et il faudra également gagner en décarbonation dans l'assemblage des appareils, mais aussi et c'est sans doute le premier progrès à faire dans le réaménagement de l'espace aérien afin de raccourcir les distances et par conséquent les temps de trajet. Beaucoup reste à faire en la matière et on sait, au moins en Europe comment procéder avec la mise en opération de SESAR ■■■

www.kerix.net

Leader du B2B



kerix.net

www.kerix.net
L'annuaire des professionnels
du Maroc

eKipotel

www.ekipotel.net
Le guide d'achats : Collectivités,
Hôtellerie & Restauration

Kerix-export

www.kerix-export.net
Les exportateurs du Maroc

Kerix Deal

www.kerixdeal.net
Les bonnes affaires «entreprise»

EXPO.ma
Maroc

www.expomaroc.ma
Le 1^{er} portail des salons
professionnels au Maroc

Maroc 1000

www.maroc1000.net
Les 1000 premières entreprises
du Maroc

Kerix • 402 Bd Zerktouni • Casablanca • Tél. : 0522 26 96 96* • Fax : 0522 26 35 89 • contact@kerix.info

www.kerix-export.net

Accès et inscriptions gratuits



- 2.000 Exportateurs
- 1.200 Produits
- Multi-sélections
- Chiffres **AFRIQUE**

**La première plateforme virtuelle*
dédiée à la promotion des entreprises
marocaines à l'export**

*en ligne depuis Mars 2015



■ (Single European Sky ATM Research). Autrement dit, la gestion de l'espace aérien européen en un ensemble unique et non pas morcelé en 43 centres de contrôle comme c'est le cas maintenant. Tout est prêt, il ne reste plus qu'à convaincre les Etats et les syndicats des contrôleurs aériens et c'est peut-être le plus difficile.

Bref, il faudra mettre de l'argent, beaucoup d'argent dans la recherche. Le sujet est enthousiasmant. Créer une aviation décarbonée est formidable d'autant plus que le transport aérien est indispensable à la survie de la planète et à la prospérité des peuples. Alors pourquoi faut-il qu'il subisse la vindicte des responsables politiques ? Ces derniers, au moins dans certains pays européens dont la France au premier rang, mais c'est également le cas aux Pays-Bas, en Allemagne voire dans les pays nordiques s'acharnent à freiner les compagnies aériennes et lorsque cela n'est pas possible à taxer le secteur aérien au profit du transport terrestre, je pense essentiellement au transport

ferré. Croit-on sérieusement que subventionner le train en prenant de l'argent à l'avion soit la bonne solution pour amener le transport aérien à être décarboné ? Comment peut-on raisonnablement détourner une taxe dite Chirac dont le but était de fournir les moyens pour vacciner les populations qui en ont dramatiquement besoin, au profit d'un budget général que plus personne ne semble pouvoir maîtriser ?

Miser sur des sauts technologiques

Quelle sorte de jalousie ou de démagogie pousse les députés pour taxer les utilisateurs de l'avion au prétexte qu'ils doivent bien pouvoir payer ? Certes il faudra que les énormes besoins financiers nécessaires à la recherche soient payés par quelqu'un, et ce ne sera certainement pas les Etats qui auront toujours d'autres priorités. Alors bien entendu ces centaines de milliards de dollars devront inévitablement être fournis par le transport aérien lui-même et d'abord par les consommateurs.

Airbus a lancé le démonstrateur ZEROe sur une plate-forme d'essai en vol de l'A380.

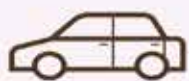
Mais tout le monde devra s'y mettre que ce soit les passagers, les constructeurs, les motoristes et même les aéroports. Et au lieu de travailler en ordre dispersé il serait judicieux que la collecte d'argent soit centralisée auprès d'un organisme mondial, pourquoi pas l'OACI (Organisation de l'Aviation Civile Internationale) qui pourrait fixer les grands axes de recherche et répartir les fonds nécessaires de manière équilibrée en ayant un seul but: la décarbonation du transport aérien planétaire.

Il faudrait écouter plus souvent Bertrand Piccard le fondateur et dirigeant de Solar Impulse. Il parle du futur sans blâmer le présent Il évoque de véritables sauts technologiques qui ne sont pas seulement l'amélioration des processus actuels mais bien de vraies innovations, ce qui signifie qu'on ne les connaît pas de nos jours. Pour lui l'écologie n'est pas une contrainte mais un réel progrès qui ne peut s'atteindre en détruisant le présent. Je l'imagine bien à la tête de l'énorme fonds d'investissement dont je souhaite ardemment la création. ▀

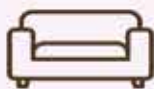
STUDIOS COSY

De passage à Casablanca ou pour
une longue durée ?

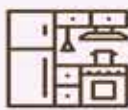
Que vous soyez en solo, en famille ou pour
affaires, nous avons ce qu'il vous faut.



Place de
parking



Fourni
meublé



Cuisine
équipée



Commerces
& Restos



Transports

Contactez-nous pour plus de détails



+212 699 206 489



+212 661 173 575



WWW.INSTAGRAM.COM/STUDIOS_COSY

WWW.FACEBOOK.COM/STUDIOSCOSYLUXURY

JESA

THE SOLUTION COMPANY FOR AFRICA



MINES



ENGRAIS



ENERGIE



EAU



**DEVELOPPEMENT
URBAIN**



**TRANSPORT
& INFRASTRUCTURE**

**+5000
COLLABORATEURS**

**+500
PROJETS ACTIFS**

**7
BUREAUX**

**6
PAYS**

Créée en 2010, JESA est une joint-venture entre deux multinationales, leaders mondiaux dans leurs domaines respectifs : OCP et Worley.

JESA est le leader africain des services de conception, d'ingénierie, de réalisation de projets et de gestion d'actifs, offrant des solutions innovantes et durables pour le développement industriel et urbain.

Avec un engagement fort envers la sécurité et le bien-être de tous ses collaborateurs, clients, partenaires et communautés locales où elle opère, JESA joue un rôle crucial en tant que ressource clé pour la prestation de services professionnels de classe mondiale au Maroc et en Afrique.



LinkedIn



**CASABLANCA
MAROC**



**RABAT
MAROC**



**ABIDJAN
CÔTE D'IVOIRE**



**ADDIS-ABEBA
ETHIOPIE**



**DAKAR
SENEGAL**



**COTONOU
BENIN**



**LAKELAND - FL
USA**



jesagroup.com